

2021 | 2023

PROGRAMME

DÉPARTEMENTAL D'INSERTION

HAUTS-DE-SEINE & YVELINES

ACTIVIT 

L'agence d'insertion Hauts-de-Seine & Yvelines



P RÉAMBULE

- 6 **Le modèle Activity' : opportunités territoriales et responsabilité sociétale au service des politiques d'insertion par l'emploi**
 - Activity', un interlocuteur unique pour une réponse globale et qualifiée
 - Densifier la politique de lutte contre l'exclusion
- 10 **Une réponse pour contenir la précarité professionnelle**
 - Les principes d'action
 - Les objectifs de montée en compétences et d'insertion par l'emploi
 - L'engagement à l'horizon 2023
- 13 **Paysage institutionnel et économique en 2020 : la nouvelle donne**
 - La désirabilité du modèle Activity'
 - Les résultats du principe d'innovation continue
 - La nouvelle échelle de partenariat face aux enjeux à venir
 - Les quartiers prioritaires des Hauts-de-Seine et des Yvelines

A.

L'INSERTION PROFESSIONNELLE DANS LES YVELINES ET LES HAUTS-DE-SEINE : UNE APPROCHE INTÉGRÉE

- 18 **1 – Un bilan prometteur : atouts et complémentarités des dispositifs d'insertion dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines**
 - Développer des parcours vers l'emploi basés sur la triade accompagnement /formation/emploi
 - Faire des projets de développement et d'aménagement du territoire des leviers d'emplois
 - Activer les partenariats entre Structures d'insertion par l'activité économique et entreprises
 - Former pour faciliter l'accès aux emplois identifiés sur le territoire
- 23 **2 – Le partenariat avec les acteurs économiques : une perspective renouvelée pour des politiques d'insertion agiles et durables**
 - Connecter le parcours d'insertion aux réalités territoriales
 - Rapprocher la formation de l'entreprise
 - Activer une logique de réseau entreprises/acteurs de l'insertion
- 25 **3 – L'agence d'insertion Activity' Hauts-de-Seine&Yvelines : une réponse territoriale commune face aux problématiques de l'inclusion par l'emploi dans l'ouest francilien**
 - Les enjeux du rapprochement avec la création d'Activity' Hauts-de-Seine&Yvelines
 - Une politique d'investissement volontariste avec des opportunités de montée en compétence et d'emploi

5

17

B.

CONTEXTE, OPPORTUNITÉ ET PUBLICS DU PROGRAMME DÉPARTEMENTAL D'INSERTION 2021-2023 HAUTS-DE-SEINE&YVELINES

- 30 **1 – Une conjoncture économique marquée par un très haut niveau d'incertitude**
 - Les premières tendances suite au repli de l'activité pendant et après le confinement
- 31 **2 – Les opportunités et les risques sur le marché de l'emploi**
- 33 **3 – Les facteurs de précarité : approche socio-démographique de l'inactivité**
 - Les publics du Programme départemental d'insertion 2021-2023
 - Les bénéficiaires du RSA dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines
 - Les demandeurs d'emploi de longue durée, les jeunes et les habitants des quartiers prioritaires

C.

LE PROGRAMME INTERDÉPARTEMENTAL D'INSERTION 2021-2023 : MÉTHODE, ACTIONS ET ÉVALUATION

- 38 **1 – Une offre de services adossée à une logique de filière**
 - Les conditions de réalisation
 - Les parcours intégrés et les modules sont combinables entre eux
- 42 **2 – Les cinq orientations du PDI, conditions du retour durable en emploi**
 - Prise en compte des jeunes de moins de 26 ans
- 43 **3 – Mode d'emploi et catalogue des actions de l'offre de services Activity'**
 - Mode d'emploi du catalogue des fiches actions
 - Mode d'emploi des fiches actions
- 49 **1. Se préparer à l'emploi**
 - Axe 1 : Maîtriser la communication professionnelle :**
 - Action 1 : Coaching en image et prise de parole
 - Action 2 : Parcours numériques
 - Axe 2 : Se rendre disponible :**
 - Action : Mode de garde des jeunes enfants
 - Axe 3 : Être autonome dans ses déplacements :**
 - Action : Mobilité professionnelle
- 55 **2. Favoriser la montée en compétences**
 - Axe 1 : Diagnostic pour la mise en œuvre d'un projet professionnel :**
 - Action : Bilan de compétence
 - Axe 2 : Découvrir les métiers et maîtriser le français à usage professionnel :**
 - Action 1 : Préqualification et français langue étrangère
 - Action 2 : Apprentissage du français langue étrangère à visée professionnelle
 - Action 3 : Plateforme Découverte des métiers Voc@ction
 - Axe 3 : Se former aux métiers des filières qui recrutent :**
 - Action 1 : Se former aux métiers des espaces verts
 - Action 2 : Se former aux métiers du bâtiment et des travaux publics
 - Action 3 : Se former aux métiers des services à la personne

29

37

65

3. Dispenser un accompagnement renforcé et personnalisé vers l'emploi

- Action 1 : Elaborer un projet de reprise d'emploi avec les Espaces professionnels d'insertion
- Action 2 : Accompagner l'élaboration d'un projet professionnel
- Action 3 : Accompagner le retour à l'emploi avec l'« Accompagnement global » Département/Pôle emploi
- Action 4 : Accompagnement socio-professionnel de la Caisses d'allocations familiales
- Action 5 : Accompagnement des entrepreneurs vers une sortie du RSA

73

4. Développer l'emploi de transition

- Action 1 : Parcours en Structures d'insertion par l'activité économique
- Action 2 : Parcours Emploi Compétences dans une collectivité ou une association
- Action 3 : Contrats en entreprise via les clauses d'insertion dans les marchés et l'achat responsable

79

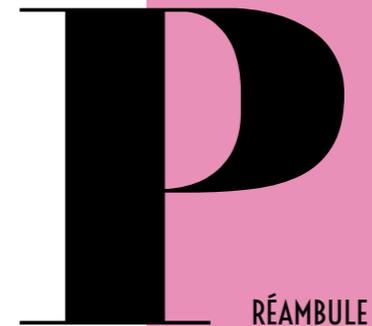
5. Développer l'emploi durable en entreprises et dans les collectivités

- Action 1 : Appuyer les recrutements en entreprise avec l'équipe entreprises ActivitY'
- Action 2 : Construire et accompagner les partenariats entreprises/collectivités territoriales et acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) avec le club Busin'ESS

82

4 - La mesure d'impact et les outils d'évaluation des résultats

- Les indicateurs quantitatifs sur le volume et la durée des parcours d'insertion
- Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs sur la qualification et la satisfaction des employeurs
- Les indicateurs qualitatifs sur l'appropriation de l'offre de services ActivitY' et sur son adaptation aux besoins des partenaires (entreprises, associations et acteurs publics)



RÉAMBULE

LE MODÈLE ACTIVITY' : OPPORTUNITÉS TERRITORIALES ET RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE AU SERVICE DES POLITIQUES D'INSERTION PAR L'EMPLOI

Permettre aux Yvelinois qui rencontrent des difficultés professionnelles (bRSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes) de retrouver un emploi et un rôle social a été une priorité pour le Département des Yvelines.

La création en 2016 de l'agence départementale d'insertion ActivitY' a permis d'apporter une réponse partenariale et novatrice à la question de l'exclusion professionnelle. ActivitY' pilote le Programme départemental d'insertion en coordonnant l'ensemble des interventions qui contribuent à la remise en activité de personnes et en mobilisant les acteurs économiques yvelinois.

Ce groupement d'intérêt public composé actuellement de huit membres – Préfecture des Yvelines, Départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines, Pôle emploi, Caisse d'allocations familiales des Yvelines, Communauté urbaine Grand Paris Seine&Oise, Saint Quentin-en-Yvelines, Fédération régionale des travaux publics- a ainsi opéré une rupture bénéfique dans la conduite des politiques d'insertion. Dorénavant l'effort d'insertion des publics est articulé aux besoins de mains d'œuvre des entreprises du territoire. En quatre ans, une logique d'opportunité d'emploi fondée sur le potentiel de compétences de personnes a été substituée à une logique fondée sur la dépense allocative qui avait prévalu jusqu'alors en matière d'insertion.



Appelé à se déployer dorénavant sur tout l'ouest francilien, cette approche a permis de développer et d'industrialiser les remises en emploi en se basant sur une nouvelle forme de mobilisation.



Le Programme départemental d'insertion 2021-2023 Hauts-de-Seine&Yvelines piloté par l'agence d'insertion ActivitY' présente l'ensemble des actions du **Pacte Territorial d'Insertion (PTI)** qui, à partir des axes définis, propose sur chaque territoire en partenariat avec les acteurs locaux des interventions adaptées aux publics cibles et au potentiel d'emploi.

ACTIVITY', UN INTERLOCUTEUR UNIQUE POUR UNE RÉPONSE GLOBALE ET QUALIFIÉE

Aux enjeux des Yvelinois et des Hauts-séquanais

- Être accompagné dans sa prise d'autonomie (mobilité, garde d'enfant,...)
- Monter en compétence et obtenir des qualifications
- Trouver un emploi proche de chez soi

Aux enjeux des entreprises

- Trouver une main-d'œuvre qualifiée dans les filières en tension
- Rempoter des marchés en augmentant sa performance sociale
- Développer son impact local

Aux enjeux des élus

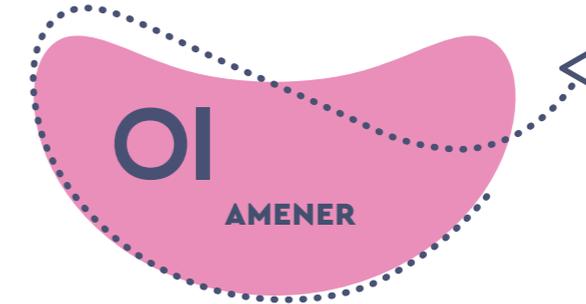
- Rendre la dépense sociale plus efficace
- Favoriser le développement de l'emploi non-délocalisable sur le territoire
- Accompagner la programmation de rénovation urbaine et les nouvelles infrastructures de transport (EOLE prolongement du RER E,...)

Développer et faciliter l'accès à l'emploi durable, participer au développement de l'engagement sociétal des entreprises en instaurant une continuité de projet et un partage d'objectifs entre les candidats à l'emploi, les acteurs de l'insertion et les entreprises, telle est la vocation du modèle ActivitY' à l'aune du territoire Hauts-de-Seine&Yvelines.

DENSIFIER LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

En mobilisant l'ensemble des partenaires de l'insertion, de la formation, de l'emploi et les entreprises, ActivitY' mise sur l'effet multiplicateur de son intervention à l'échelle des Yvelines et des Hauts-de-Seine. L'agence d'insertion poursuit trois ambitions :

Amener les publics en insertion à une autonomie professionnelle par l'accompagnement, la montée en compétence, la préparation et la mise en emploi durable et qualifié.



S'adapter aux évolutions du marché du travail dans un contexte incertain et mettre en place des solutions pour : répondre aux besoins de main d'œuvre dans les filières dont l'activité est en progression, appuyer la reprise des filières en perte de vitesse suite aux mesures de confinement.



Rendre la dépense sociale plus efficace en passant d'une logique curative à une logique préventive et en optimisant la durée des parcours de remise en emploi et industrialisant les projets.



UNE RÉPONSE POUR CONTENIR LA PRÉCARITÉ PROFESSIONNELLE

LES PRINCIPES D'ACTION

Le Programme départemental d'insertion 2021-2023, en s'appuyant sur le soutien de ses partenaires, a vocation à favoriser le retour en activité et à rapprocher les publics éloignés de l'emploi de l'entreprise au travers d'un parcours d'insertion personnalisé.

Il s'appuie sur l'intervention coordonnée des pouvoirs publics et du tissu économique à l'échelle du territoire ouest francilien et offre un cadre d'intervention ouvert et construits selon

3 PRINCIPES D'ACTION



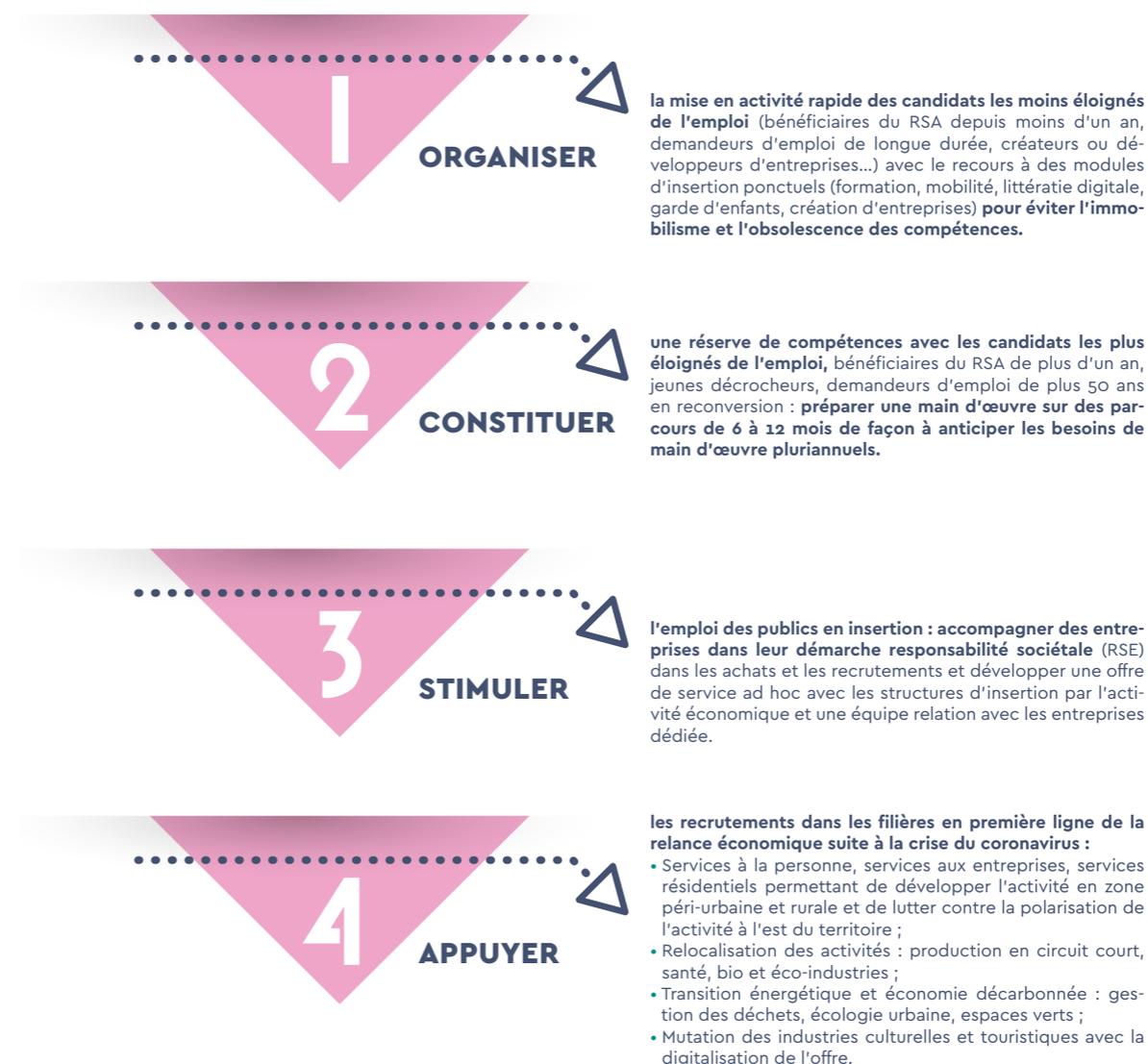
Les actions de remise en emploi présentées dans cette feuille de route sont des matrices appelées à être adaptées, augmentées et démultipliées en fonction de l'évolution des besoins de main d'œuvre, des textes législatifs et des orientations du gouvernement ainsi que des nouveaux partenaires et périmètres qui seraient pertinents.

LES OBJECTIFS DE MONTEE EN COMPETENCES ET D'INSERTION PAR L'EMPLOI

Le Programme départemental d'insertion 2021-2023 repose sur l'identification de filières professionnelles porteuses. L'enjeu est de construire les étapes parcours d'insertion comme une chaîne de valeur mise en employabilité/qualification/emploi.

La constitution d'un « territoire de compétences 78/92 » est au cœur de cette stratégie qui vise à fluidifier l'accès au marché d'emploi et à construire une réserve de compétence par le rapprochement des acteurs de l'insertion avec le tissu économique yvelinois et altoséquanais.

Une stratégie de filières déclinée en 4 objectifs



L'ENGAGEMENT À L'HORIZON 2023

Avec le Programme départemental d'insertion 2021-2023, ActivitY' et l'ensemble des membres du Groupement d'intérêt public s'engagent à proposer aux personnes éloignées de l'emploi les **moyens de retrouver une employabilité, de s'inscrire dans un projet professionnel et d'optimiser leur chance de rebond en emploi durable** avec :



UN PARCOURS

suivi et personnalisé de 6 à 12 mois pour les plus éloignés de l'emploi

UNE MONTÉE EN COMPÉTENCE

comprenant de la remise à niveau et de la formation qualifiante dans des secteurs qui sont en demande de main d'œuvre

UN SERVICE

de mise en relation avec les recruteurs dans le cadre de job dating ou via le service entreprise

PAYSAGE INSTITUTIONNEL ET ÉCONOMIQUE EN 2021 : LA NOUVELLE DONNE

LA DÉSIRABILITÉ DU MODÈLE ACTIVITY'

En 2021, l'agence d'insertion ActivitY' engagera son troisième Programme triennal d'insertion professionnelle dans un contexte particulier.

S'appuyant sur des dynamiques économiques communes et transfrontalières, cette nouvelle feuille de route s'inscrit le mouvement de fusion entre les Hauts-de-Seine et les Yvelines déjà engagé sur d'autres volets : commande publique, route, aide sociale à l'enfance...

Le rapprochement des deux territoires montre qu'un cap symbolique a été franchi dans la conduite de la politique d'insertion par l'emploi. Il prouve la validité et la duplicabilité du modèle d'intervention partenariale inauguré par le groupement d'intérêt public ActivitY' dans les Yvelines il y a quatre ans.

Cette étape permet de reconsidérer le cadre d'intervention des politiques de lutte contre l'inactivité professionnelle. Dans le domaine éminemment complexe et labile qu'est l'inclusion par l'emploi, la recherche de l'efficacité passe par l'adaptation et l'évolution constante des partenariats. Expérimenter des périmètres d'intervention toujours plus pertinents et des solutions de remise en emploi plus efficaces est aujourd'hui une nécessité pour obtenir des résultats tangibles dans une temporalité maîtrisée.



LES RÉSULTATS DU PRINCIPE D'INNOVATION CONTINUE

L'accompagnement intensif de 4 500 personnes en parcours vers l'emploi chaque année en partenariat avec Pôle emploi, la Caisse d'allocations familiales des Yvelines, le Laboratoire pour les mobilités inclusives Wimoov ou encore avec les espaces professionnels d'insertion (EPI) a ainsi permis d'atteindre des taux de retour en activité durable de l'ordre de 43% avec une réduction de la durée moyenne de retour en activité – de 12 à 9 mois avec l'accompagnement global renforcé mené avec Pôle emploi, à titre d'exemple –.

Conformément à cette logique de recherche d'efficacité par l'innovation, des partenariats inédits ont été engagés avec le tissu économique ouest francilien :

- le dispositif Renault Mobilize avec son réseau de garages solidaires offre depuis 2019 de nouvelles solutions pour développer l'automobilité des personnes en démarche d'insertion professionnelle ;
- la société d'économie mixte C'Midy qui associe l'entreprise de restauration collective Sodexo, le Département des Yvelines et Activit'Y' pour former et mettre en emploi 240 personnes en parcours d'insertion dans les cantines des collèges ;
- la plateforme de formation aux métiers de l'aide à la personne INVIE qui accompagne chaque année près de 240 bénéficiaires du RSA et facilite leur rebond en emploi avec son Groupe d'entreprises pour l'insertion et la qualification ;
- la plateforme de qualification pour les métiers de la construction et des travaux publics conçue avec le centre de formation CFM BTP de Trappes, la Fédération régionale des travaux publics d'Ile-de-France, l'opérateur de compétences Constructys et les entreprises Colas, Watelet et Eurovia qui crée des passerelles entre le recrutement de candidats via les clauses d'insertion et l'emploi durable.

Cette agilité est la condition sine qua non pour que l'éloignement de l'emploi et le recours aux ressources allocatives ne soient plus perçues comme « une trappe d'inactivité » irrémédiable mais comme une période transitoire de remobilisation sur des perspectives professionnelles réalistes.

LA NOUVELLE ÉCHELLE DE PARTENARIAT FACE AUX ENJEUX À VENIR

Le rapprochement Hauts-de-Seine&Yvelines concrétise et approfondit cette dynamique d'innovation continue. La complémentarité des deux territoires voisins et parents va permettre d'élargir le champ des opportunités :

- expérimenter des modalités de remise en emploi nouvelles ;
- mutualiser les bonnes pratiques ;
- industrialiser les solutions d'insertion efficaces ;
- agir plus efficacement en direction des publics prioritaires – bénéficiaires du RSA, jeunes et résidents des quartiers prioritaires où les taux de chômage variaient entre 10% et 26% –.

Le choc économique suite au grand confinement de mars 2020, appelle précisément les Départements à inventer d'autres formes de mobilisation pour contenir les effets de l'incertitude qui pèsent sur le marché du travail et sur la cohésion sociale. Des solutions, jusque-là inédites, vont devoir être mises en oeuvre pour faire face à une situation elle-même inédite et aux impacts difficiles à anticiper. Activit'Y' en sera le catalyseur et l'opérateur le plus approprié.

LES QUARTIERS PRIORITAIRES DES HAUTS-DE-SEINE ET DES YVELINES

Le cumul des facteurs d'exclusion y favorise déjà le basculement des publics fragiles dans une précarité durable notamment due au faible niveau de qualification global (66% des habitants), à la proportion importante de jeunes exposés à l'inactivité (33% des moins de 26 ans sont au chômage), au manque d'accès à la mobilité (1 candidat sur 2 renonce à un emploi faute de pouvoir s'y rendre) ainsi qu'au poids des contraintes familiales (1 bénéficiaire du RSA sur 6 rencontre des difficultés de garde d'enfant).

L'agence d'insertion va devoir s'appuyer sur la diversité du tissu économique ouest francilien pour articuler les politiques de remise en emploi aux pôles d'activité qui seront les locomotives de la reprise dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines en 2021 : secteur tertiaire à Paris Ouest La Défense et Saint-Quentin-en-Yvelines, industries numériques et créatives à Saint-Quentin-en-Yvelines, Paris ouest la Défense et Grand Paris Vallée de Seine, activités portuaires, éco-industrie, éco-construction, aéronautique et automobile en Vallée de Seine, gestion des 80% d'espaces naturels du grand ouest yvelinois et activités liées au secteur rural.

Les grands projets d'aménagement du territoire engagés dans le cadre du Grand Paris, de la Nouvelle programmation de rénovation urbaine (NPNRU) et des jeux olympiques de 2024 devraient également constituer des leviers supplémentaires de dynamisation de la politique d'insertion par l'emploi sur le territoire.



A

L'INSERTION PROFESSIONNELLE DANS LES YVELINES ET LES HAUTS-DE-SEINE : UNE APPROCHE INTÉGRÉE*

- 18 | 1 – Un bilan prometteur : atouts et complémentarités des dispositifs d'insertion dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines
- 23 | 2 – Le partenariat avec les acteurs économiques : une perspective renouvelée pour des politiques d'insertion agiles et durables
- 25 | 3 – L'agence d'insertion ActivitY' Hauts-de-Seine&Yvelines : une réponse territoriale commune face aux problématiques de l'inclusion par l'emploi dans l'ouest francilien

*Qu'est-ce une approche intégrée de l'insertion ?
« C'est la réorganisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de décisions aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité d'accès à l'emploi dans tous les domaines et à tous les niveaux par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques » Définition du Conseil de l'Europe (COE.INT)

Locomotives de l'économie à l'échelle régionale et nationale, le Hauts-de-Seine et les Yvelines ont conçu et calibré l'accompagnement vers l'emploi des publics précaires en partant **du potentiel d'activité qu'offre l'ouest francilien**. Ce mode opératoire a rendu l'effort d'insertion plus efficace et plus ouvert aux évolutions du marché du travail.

Il apporte une réponse structurelle et pragmatique à la question de l'inactivité sociale et professionnelle. Contenir le développement de la précarité et prévenir les situations d'exclusion par l'emploi tout en répondant aux besoins des entreprises : tels sont les résultats obtenus jusqu'en 2019 dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines.

A.1 UN BILAN PROMETTEUR : ATOUTS ET COMPLÉMENTARITÉS DES DISPOSITIFS D'INSERTION DANS LES HAUTS-DE-SEINE ET LES YVELINES

Les politiques d'insertion professionnelles menées à l'échelle des Hauts-de-Seine et des Yvelines se sont concentrées sur les publics éloignés du marché du travail mais en mesure de reprendre une activité moyennant un accompagnement vers l'entreprise – **bénéficiaires du RSA soumis à droits et devoirs dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines à quoi s'ajoutent jeunes, demandeurs d'emploi de longue durée et résidents des quartiers prioritaires dans les Yvelines uniquement** –.

15 000 Yvelinois ont été accompagnés entre 2016 et 2019 par ActivityY' et 38% ont repris une activité professionnelle.

Fondées sur la complémentarité des deux territoires – économie de service dans les Hauts-de-Seine et dans la zone urbaine dense des Yvelines, industrie en Vallée de Seine, ruralité dans le grand ouest – elles ont intensifié la dynamique de rapprochement entre le développement de l'employabilité et les besoins des entreprises.

Le groupement d'intérêt public ActivityY' déployé dans les Yvelines depuis 2016 a porté de façon emblématique cette démarche : en bénéficiant d'un dispositif d'aide ActivityY', 35% des bénéficiaires du RSA retrouvent un emploi durable alors que sans l'aide d'ActivityY', ils ne sont que 22%.

Les résultats de remise en activité obtenus dans les deux départements jusqu'en 2019 permettent de tracer les lignes de forces du Programme départemental piloté par l'agence d'insertion ActivityY' dans le cadre du projet de fusion Hauts-de-Seine&Yvelines.

DANS LES YVELINES :



15 000

candidats ont été accompagnés entre 2016 et 2019 et

38%

ont repris une activité professionnelle



35%

des bénéficiaires du RSA retrouvent un emploi durable

alors que sans l'aide d'ActivityY', ils ne sont que

22%

DÉVELOPPER DES PARCOURS VERS L'EMPLOI BASÉS SUR LA TRIADE ACCOMPAGNEMENT /FORMATION/EMPLOI

Au total 3 500 Yvelinois et 1 700 Hauts-séquanais ont bénéficié de ces parcours permettant de définir un projet professionnel, de lever simultanément l'ensemble des obstacles à l'emploi (**mobilité, garde d'enfants, remise à niveau numérique, ...**), de se former, d'expérimenter un métier (parrainage en entreprise, stage, période de mise en situation en milieu professionnel, entreprises d'entraînement pédagogiques...) puis d'être recruté.

Les parcours menés dans les deux départements

1 L'accompagnement global en partenariat avec Pôle emploi a permis à 40% de candidats de reprendre une activité professionnelle en 9 à 12 mois – emploi, emploi de transition, formation –. Des ressources spécifiques sont dévolues à ce dispositif emblématique de la politique d'insertion Hauts-de-Seine&Yvelines et qui articule la mise en employabilité aux besoins du marché identifiés par Pôle emploi.

2 L'accompagnement à la création et au développement d'entreprise pour les bénéficiaires du RSA porteurs de projets avec 70% de reprise d'activité. Ce dispositif particulièrement agile et évolutif permet de répondre à la demande forte de services résidentiels et de services aux entreprises identifiée sur les deux territoires (commerce, transport, restauration, service à la personne, construction/BTP).

Dans les Yvelines, les parcours d'accompagnement socio-professionnel de la Caisse d'allocations familiale ou encore des espaces professionnels d'insertion avec les associations ACR /Equalis et Mode d'emploi complètent l'offre avec une intervention plus ciblée – familles monoparentales et bénéficiaires du RSA les plus éloignés du marché du travail –. Ils obtiennent 30% de remise en activité.

L'appui au recrutement, dernière étape du parcours



Dans les Yvelines, des job dating ActivityY' ont permis à plus de 200 candidats d'être embauchés en contrat de droit commun à l'issue de leur accompagnement vers l'emploi ou de leur contrat aidé (Parcours emploi compétences, contrat à durée déterminé d'insertion..).

L'équipe relations entreprises de l'agence créée fin 2019 complète ce dispositif en proposant aux employeurs un process d'aide au recrutement et de suivi en emploi.

FAIRE DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DES LEVIERS D'EMPLOIS

Hauts-de-Seine et Yvelines ont fait le choix de construire un vivier d'emplois de transition adossé à la conduite des missions dévolues aux Départements – développement des infrastructures de transport, rénovation urbaine, gestion des espaces verts, restauration dans les collèges... –.

- **Le développement d'une démarche mutualisée d'achats publics responsables** avec les clauses sociales dans les marchés (**50% des marchés clausés dans les Yvelines**) a conduit à la remise en activité de 1 000 candidats dans les deux départements.

Dans les Yvelines, 65% d'entre eux sont encore en contrat un an après leur embauche via les clauses sociales, signe de l'efficacité du dispositif.

Les projets d'aménagement du territoire et de services tels que le prolongement du RER E à l'ouest (7% des heures de travail dédiées à l'insertion), le transport des personnes à mobilité réduite PAM78/92, les 25 opérations de rénovation urbaines ont fait l'objet d'une programmation ambitieuse d'heures d'insertion.

Dans les Yvelines, pour les opérations menées sur la Communauté urbaine de Grand Paris Seine&Oise, les marchés prévoient jusqu'à 10% d'heures travaillées dédiées à l'insertion contre 7% d'heures recommandées.

- **La dynamisation des Parcours emploi compétences (PEC) dans les Yvelines** où **500 candidats bénéficient** chaque année d'un accompagnement, de formations et d'une mise en expérience professionnelle de 12 mois dans des secteurs d'utilité sociale tels que la gestion des espaces verts, les services administratifs du Département ou encore la restauration collective dans les collèges assurée par la Société d'économie mixte C'MIDY.



ACTIVER LES PARTENARIATS ENTRE STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET ENTREPRISES

60 structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) – 1 300 salariés au total - sont soutenues par les deux départements qui valorisent leurs complémentarités et incitent à des partenariats organisés par filière.

Avec 40,5% de leurs salariés qui trouvent un emploi à l'issue de leur parcours dont 72% en contrat à durée indéterminée, les SIAE répondent aux besoins de main d'œuvre des entreprises.

L'ouest francilien bénéficie avec ce vivier en constante progression d'un véritable potentiel de services à impact social et environnemental destinés aux entreprises et aux particuliers :

- gestion des espaces verts et écologie urbaine,
- recyclage et économie circulaire,
- restauration,
- hygiène et propreté,
- transport,
- logistique du dernier kilomètre...

Dans les Hauts-de-Seine le maillage particulièrement étoffé répond à la concentration des entreprises recourant à ces services en zone urbaines dense : 39 structures soutenues et 990 salariés en insertion en 2019, au total 13% des emplois (en équivalent temps plein) de l'Insertion par l'activité économique en Ile-de-France.

Dans les Yvelines, la Vallée de Seine est siège de la majorité des structures d'insertion par l'activité économique. Elles offrent des relais d'activité qui accompagnent la mutation du tissu économique : reconversion des emplois industriels traditionnels en emplois dans les services ou les filières émergentes (économie de partage, économie circulaire...).



Le club des entreprises de l'économie social et solidaire Busin'ESS dans les Yvelines – 100 membres- a vocation à renforcer l'articulation entre l'insertion par l'activité économique et les entreprises traditionnelles ainsi qu'à structurer et équilibrer l'offre de services à impact et environnemental dans l'ensemble ouest francilien.



Le label Activity' des entreprises engagées pour l'insertion créé en 2019 témoigne de ces nouvelles modalités de collaboration en faveur de la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

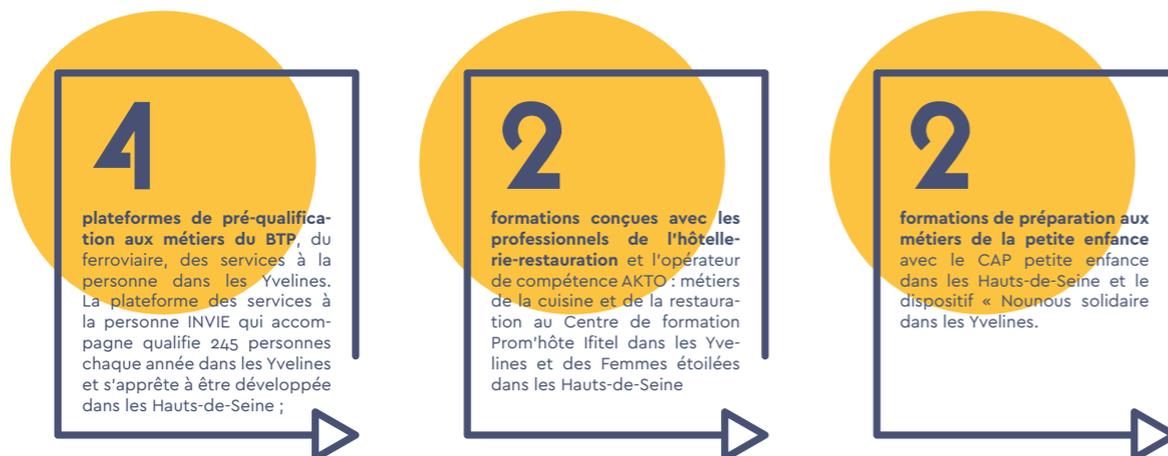
FORMER POUR FACILITER L'ACCÈS AUX EMPLOIS IDENTIFIÉS SUR LE TERRITOIRE

La montée en compétence et la qualification sont au cœur du développement de l'employabilité.

En 2019, près de 850 candidats ont été formés dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines.

Pour dynamiser des recrutements dans les filières en tension, l'ingénierie de formation est construite avec les entreprises, les fédérations professionnelles et les opérateurs de compétences. Cette démarche qui apparie les contenus et les modalités de formations aux besoins de l'entreprise – formations en alternance, préparations opérationnelles à l'emploi collectives, linguistique à visée professionnelle... – a permis d'atteindre des taux de conversion en emploi optimisés.

Plusieurs dispositifs passerelles entre formation et emploi en entreprises ont été développés sur ce modèle :



A.2 LE PARTENARIAT AVEC LES ACTEURS ÉCONOMIQUES : UNE PERSPECTIVE RENOUVELÉE POUR DES POLITIQUES D'INSERTION AGILES ET DURABLES

Les reconfigurations du marché de l'emploi – tertiarisation de l'économie en zone urbaine dense – et les reconversions de main d'œuvre – mutations industrielles en Vallée de Seine – ont été des opportunités pour développer des solutions d'insertion dynamiques et durables dans l'ouest francilien.

Malgré un faible taux de chômage jusqu'en 2019 – 6,8% en moyenne –, l'inactivité est une réalité dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine – 52 000 bénéficiaires du RSA –. Paradoxalement, les entreprises rencontrent des persistances pour trouver de la main d'œuvre – 53% en moyenne de recrutements jugés difficiles en 2019 –.

L'ajustement de l'offre et de la demande d'emploi est depuis plusieurs années le levier d'une politique d'insertion agile, pragmatique et efficace.

CONNECTER LE PARCOURS D'INSERTION AUX RÉALITÉS TERRITORIALES

Le développement de l'employabilité des candidats est adossé aux grands projets qui structurent l'axe Hauts-de-Seine & Yvelines.

- Les opérations d'aménagement du Grand Paris et le développement de la mobilité autour de l'Axe Seine
- L'investissement volontariste des deux départements en faveur de 25 projets de rénovation urbaine
- La tertiarisation des activités avec la création d'un vivier de main d'œuvre sur l'ouest francilien dans les secteurs des services à la personne et des services aux entreprises (sécurité, accueil, hygiène/propreté, restauration...)
- Le développement de l'écologie urbaine à l'est du territoire, dans les centres ville et le long du fleuve Seine (trames vertes et gestion des espaces naturels en centre-ville, logistique du dernier kilomètre, gestion et recyclage des déchets)



RAPPROCHER LA FORMATION DE L'ENTREPRISE

La montée en compétences est dorénavant au cœur du parcours de remise en activité associée à la levée des freins périphériques à l'emploi.

Conscient de l'interdépendance entre compétences, emploi et territoire, les Hauts-de-Seine et les Yvelines ont construit des partenariats avec l'ensemble des intervenants sur la chaîne de valeur de l'insertion professionnelle – prescripteurs, associations et structures d'insertion, opérateurs de compétences (OPCO), centres de formation, fédérations professionnelles, entreprises – afin de rapprocher la formation de l'entreprise et de faciliter le rebond en contrat à l'issue.

L'ouverture dans les Yvelines de plateformes de formation conçues avec le centre de formation CFM BTP, la Fédération régionale des travaux publics, l'opérateur de compétences Constructys et les entreprises de construction telles qu'Eurovia, Watelet et Colas ont ouvert des opportunités nouvelles et durables d'insertion. De même dans la filière des services à la personne avec la plateforme INVIE 78/92 ou encore dans l'hôtellerie-restauration avec le Centre de formation Prom'hôte Ifitel et l'opérateur de compétence AKTO.

ACTIVER UNE LOGIQUE DE RÉSEAU ENTREPRISES/ACTEURS DE L'INSERTION

Reconnus « développeurs de compétences » par la Pacte d'ambition pour l'insertion du gouvernement, les structures d'insertion par l'activité économiques jouent un rôle de premier plan dans le parcours d'insertion.

Appuyées par les deux Départements à se développer dans des filières où sont identifiés des besoins de main d'œuvre – restauration, hygiène et propreté, écologie urbaine, gestion et recyclage de déchets... –, elles permettent aux entreprises d'engager des politiques d'achat et de recrutement responsables et d'accroître leur impact sur le territoire.

Une dynamique de rapprochement des entreprises et des acteurs de l'insertion a été entreprise dans l'ouest francilien, portée notamment par le club d'entreprises Busin'ESS dans les Yvelines.



A.3 L'AGENCE D'INSERTION ACTIVITY' HAUTS-DE-SEINE&YVELINES : UNE RÉPONSE TERRITORIALE COMMUNE FACE AUX PROBLÉMATIQUES DE L'INCLUSION PAR L'EMPLOI DANS L'OUEST FRANCILIEN

L'interdépartementalisation de l'insertion poursuit et approfondit cette logique :

- faire davantage et mieux pour les Hauts-de-Seine et les Yvelinois exposés à la précarité professionnelle ;
- développer de nouvelles opportunités d'emploi avec le potentiel supplémentaire offert par les deux territoires ;
- industrialiser les solutions de remise en activité en s'appuyant la continuité de leur tissu économique des deux territoires.

Le nouveau cadre commun de la politique d'insertion permet d'aller au-delà des clivages institutionnels pour épouser les réalités de vie des habitants et des entreprises qui ignorent la frontière entre les deux départements :

- les Hauts-de-Seine sont le premier bassin d'emploi des Yvelines. 2 Yvelinois sur 5 et 3 sur 5 à l'est travaillent dans les Hauts-de-Seine ;
- l'implantation des entreprises se fait indifféremment de part et d'autre de la frontière entre site de production, de logistique et d'ingénierie ;
- la continuité entre les deux territoires est structurée par les infrastructures routières – A 13, A 86 – de transport transfrontalières : RER A, Eole, prolongement du RER E, lignes SNCF U, L et N, tramway T6.

LES ENJEUX DU RAPPROCHEMENT AVEC LA CRÉATION D'ACTIVITY' HAUTS-DE-SEINE&YVELINES

52 000
bénéficiaires du RSA au total en 2019,
un chiffre appelé à s'accroître avec
les incertitudes liées au ralentissement
de l'économie en 2020

50%
de recrutements jugés difficiles
(filiales de l'aide à la personne,
de la cuisine et de la restauration,
du nettoyage et de l'entretien,
de la sécurité et du BTP)

En octobre 2019 les assemblées départementales, ont voté le rapprochement de leurs politiques d'insertion via l'agence d'insertion Activity' Hauts-de-Seine&Yvelines.

S'appuyant sur la continuité territoriale et la complémentarité des deux territoires, l'agence doit développer la lutte contre la précarité et répondre aux difficultés de recrutement des deux territoires :

- polarisation de la valeur ajoutée et de l'emploi qualifié dans la partie la plus dense de l'Ile-de-France – zones exposées à la précarité professionnelle en Vallée-de-Seine et pôles aisés dans les Hauts-de-Seine et à l'est des Yvelines –.

Ce rapprochement est le socle d'une stratégie d'insertion visant à limiter les impacts de la crise de l'emploi sur l'ouest francilien et à faire émerger dans les prochaines années un « territoire de compétences 78/92 » et qui reposera sur **plusieurs piliers** :



UNE POLITIQUE D'INVESTISSEMENT VOLONTARISTE AVEC OPPORTUNITÉS DE MONTÉE EN COMPÉTENCE ET D'EMPLOI

La poursuite des grands projets d'investissement dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines sera l'un des leviers de maintien de **l'activité et de l'emploi et de la relance**, notamment via les clauses sociales dans les marchés:

1 Les projets d'infrastructure de transport et routières du Grand Paris :

- Le réseau Grand Paris Express, métros automatiques autour de Paris : la ligne 15 La Défense-aéroport Charles-de-Gaulle-Val de Seine et la ligne 18 Orly-ouest francilien ;
- Le RER E prolongé vers l'ouest jusqu'à Mantes-la-Jolie en passant par Nanterre et La Défense ;
- La transformation de la RD920 (ex-RN20) en boulevard urbain jusqu'à la porte d'Orléans ;
- L'aménagement de la RD914, qui relie l'A86 à La Défense engagé en 2019.

2 Les projets Axe Seine pour le développement touristique et économique :

- 4,2 kilomètres de berges dans le cadre du projet Vallée rive gauche, avec la création d'espaces paysagers et de lieux de promenade le long de la Seine ;
- La construction et l'extension de trois ports : Port Seine Métropole-Achères , l'extension du port de Limay spécialisé dans les éco-industries, avec un objectif de création de 300 à 400 emplois, l'éco-port économique de proximité des 2 Rives de Seine, spécialisé dans l'acheminement par barges des produits finis ou semi-finis de l'éco-construction.

3 Les 25 projets de rénovation urbaine – 380 millions € – engagés par les deux Départements pour accélérer la transformation urbaine et sociale des quartiers relevant de la politique de la ville. En 2019, pour Mantes-la-Jolie, les Mureaux et Sartrouville, 45 millions € ont été débloqués dans le cadre du Plan d'amorce pour la rénovation urbaine engagé dans les Yvelines depuis deux ans. Et deux conventions ont été signées avec Saint-Quentin-en-Yvelines et la Communauté urbaine Grand Paris Seine&Oise portant des objectifs ambitieux de remise en activité.

4 Les jeux olympiques 2024 : 6 sites yvelinois et altoséquanais accueillent des épreuves sportives. Le 150 000 emplois au total devraient être mobilisés pour la préparation des sites et des épreuves et lors des manifestations : 78 300 pour le transport, l'événementiel et la communication, 60 000 pour l'hôtellerie-restauration et 11 700 dans la construction. La sécurité devrait également nécessiter plusieurs dizaines de milliers de postes.

JOB 78/ JOB 92 : LE JOBBOARD DE L'INSERTION

L'agence d'insertion ActivityY' articule sa politique de rapprochement entre les candidats en insertion et les entreprises à la plateforme numérique de l'emploi Job 78/92. JOB78 et JOB92 sont deux sites d'emploi distincts, un par Département pour plus de proximité, mutualisés sur une seule plateforme de mise en relation.

Ouverte aux bénéficiaires du RSA des Yvelines et des Hauts-de-Seine, elle oriente les candidats vers des offres d'emploi correspondant à leur profil et leur expérience grâce à un système de filtres et de géolocalisation.

L'identification de candidats et de recruteurs a permis à l'équipe entreprises des Yvelines d'organiser 4 à 6 job dating par an concrétisation du matching en ligne.

Le Programme départemental d'insertion 2021-2023 adosse sa politique d'industrialisation des remises en emploi à l'utilisation de cet outil numérique performant.

LES + DE JOB78/JOB92

Cette plateforme se distingue des autres par sa gratuité et la géolocalisation de ses offres.

Elle est simple d'utilisation, accessible depuis un ordinateur, une tablette ou un smartphone.

Le dépôt des offres est simplifié, les utilisateurs peuvent y trouver une aide à la création de CV et accéder à l'agenda des manifestations liées à l'emploi des deux territoires.

B.

CONTEXTE, OPPORTUNITÉ ET PUBLICS DU PROGRAMME DÉPARTEMENTAL D'INSERTION 2021-2023 HAUTS-DE-SEINE&YVELINES

- 30 | 1 - Une conjoncture économique marquée par un très haut niveau d'incertitude
- 31 | 2 - Les opportunités et les risques sur le marché de l'emploi
- 33 | 3 - Les facteurs de précarité : approche socio-démographique de l'inactivité

B.1 UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MARQUÉE PAR UN TRÈS HAUT NIVEAU D'INCERTITUDE

Après un cycle économique favorable entre 2016 et 2019 qui a eu des effets bénéfiques sur la politique d'insertion professionnelle dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines – baisse puis stabilisation du nombre de bénéficiaires du RSA et fléchissement du chômage jusqu'à 6,7% –, le retournement de conjoncture suite à la crise sanitaire et économique du coronavirus de 2020 risque de fragiliser le marché de l'emploi.

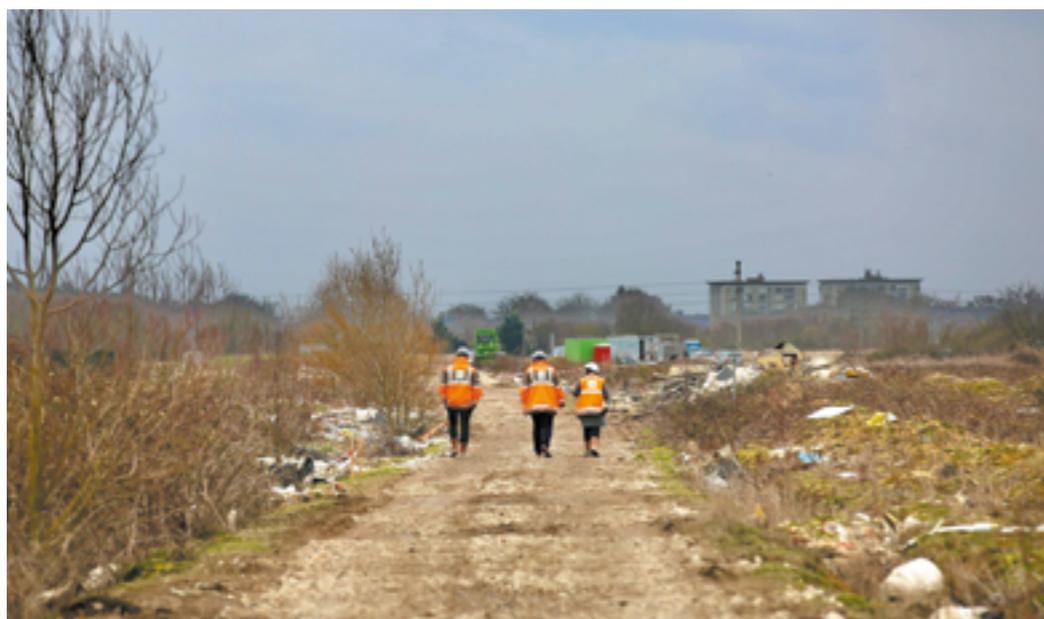
Les mesures confinement du premier semestre 2020 ont bouleversé l'organisation et le marché du travail. Le choc de l'offre et de la demande qui a brutalement ralenti l'économie a affecté l'ensemble des secteurs d'activité. Si la stratégie du gouvernement – chômage partiel, indemnisation... – a pu limiter à court terme les destructions d'emploi, des effets à retardement sont à prévoir à partir du second semestre 2020.

Les politiques de lutte contre l'exclusion professionnelle vont devoir adopter des modalités d'interventions agiles et adaptables pour faire face à un climat d'incertitude, à la contraction prévisible des emplois et aux stratégies de stop and go qui pourront concerner la plupart des filières d'activité.

LES PREMIÈRES TENDANCES SUITE AU REPLI DE L'ACTIVITÉ PENDANT ET APRÈS LE CONFINEMENT

L'Ile-de-France figure parmi les régions structurellement plus exposées aux pertes d'emploi en raison du poids de l'aéronautique ainsi que de l'hôtellerie-restauration, deux secteurs qui figurent parmi les principales filières d'insertion professionnelles.

Autre secteur structurant de l'économie ouest francilienne, la construction automobile a encore davantage chuté que ce qui avait été anticipé par les prévisions de l'INSEE de 2019.



B.2 LES OPPORTUNITÉS ET LES RISQUES SUR LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

• Les risques du chômage de masse et de potentiel augmentation des bénéficiaires du RSA

L'évolution vers un chômage de masse qui pourrait atteindre un niveau similaire à celui de la crise de 2008 est un scénario à envisager dans le contexte de reprise incertain et de ralentissement des embauches suite au grand confinement.

Malgré les mesures prises par le gouvernement de chômage partiel et d'indemnisation, plusieurs catégories d'actifs pourraient être menacées par des périodes de chômage de longue durée. Les défaillances d'entreprises et le repli d'activité suite aux fermetures administratives ont frappé plus durement les secteurs de services où le niveau de diplôme est en moyenne moins élevé et l'exposition à la précarité plus forte tels le tourisme, l'hôtellerie-restauration, l'accueil, l'aide à domicile.

Dans les quartiers prioritaires où seuls 20% des actifs ont la possibilité de télétravailler (contre 31% par ailleurs), la garde d'enfants pourra être un frein à la reprise d'activité si une ou plusieurs périodes de confinement avec fermeture des écoles étaient à nouveau nécessaires.

Enfin, les jeunes, déjà particulièrement exposés à l'inégalité professionnelle – 33% des jeunes de moins de 26 ans sont au chômage, 15% sont sans emploi, sans stage ni formation et 65% des jeunes en activité sont embauchés en intérim, contrat aidé ou contrat à durée déterminée – vont voir se renforcer les formes de précarité avec de réelles difficultés de primo-embauche. Phénomène du « chômage de file d'attente », ce sont les jeunes les moins diplômés qui subiront plus âprement les effets de cette discrimination.

Contraction des emplois chômage de longue durée et précarité des jeunes : Activity' se prépare à une hausse potentielle du nombre de bénéficiaires du RSA dans les mois à venir.

Le Programme départemental d'insertion est conçu pour répondre à ces incertitudes par son contenu – prise en compte des problématiques périphériques à l'emploi, de la formation et de l'évolution des besoins des entreprises – et par sa méthode – volonté d'innover et d'industrialiser les solutions qui obtiennent des résultats –.

- **Les opportunités d'emploi suite à la modification des comportements et des habitudes de consommation : première tendance**

L'explosion des achats en ligne et la pression à la demande dans le secteur de la grande distribution ont intensifié l'activité et les besoins de main d'œuvre dans l'industrie logistique avec des métiers tels que livreur ou chef d'entrepôt. La même tendance s'observe dans l'agro-alimentaire avec une augmentation de la demande locale et de la consommation en circuit court.

Sous l'effet des mesures sanitaires, la digitalisation des services a poussé les feux, d'après les observations du premier semestre 2020. Les métiers de la sécurité, de l'hygiène et de la propreté devraient connaître la même tendance haussière.

Depuis sa création en 2016, ActivitY' a anticipé la montée en puissance de ces secteurs d'activité en formant et positionnant en emploi des candidats en parcours d'insertion professionnelle :

- Dans le domaine de la production maraîchère et de la vente en circuit court avec les chantiers d'insertion les Jardins de cocagne/ACR
- Dans la vente et de la grande distribution avec les préparations opérationnelles à l'emploi collectives de Pôle emploi et les sessions de découverte des métiers du tertiaire du GRETA conçues pour amener des candidats sur des postes de déménageur, préparateurs de commande, agent de mise en rayon
- Dans la sécurité et l'hygiène/propreté avec les Parcours emploi compétences de 12 mois dans les services du Département qui permettent d'expérimenter les métiers d'agent de sécurité et d'agent de propreté polyvalent

Cette dynamique sera poursuivie et adaptée aux évolutions du marché du travail avec le Programme départemental d'insertion 2021-2023.



B.3 LES FACTEURS DE PRÉCARITÉ : APPROCHE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE DE L'INACTIVITÉ

Déjà identifiés dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines, les facteurs d'exclusion vont faire l'objet d'une mobilisation intensifiée d'ActivitY' dans le Programme départemental d'insertion 2021-2023. L'enjeu est de limiter la dégradation des situations de relégation sociale et professionnelle et de maintenir les publics dans une dynamique de reprise d'activité en prenant en compte :

- **La discrimination des jeunes** : la difficulté d'accès à l'emploi pour les moins de 26 ans, phénomène installé depuis plusieurs années, risque de se renforcer. Les primo-postulants à l'emploi qui arrivent sur le marché de travail en septembre 2020 sont les premiers impactés. Selon les dernières études du Centre d'étude et de recherche sur les qualifications, 49% des jeunes sans diplômes et 28% des titulaires d'un CAP-BEP étaient déjà au chômage en 2018. Dans les quartiers prioritaires, le taux de chômage des jeunes et le taux de jeunes sans emploi, sans formation et sans stage s'élevait déjà à 15%. Globalement, pour les moins de 26 ans en emploi, les inégalités ont toujours persisté puisque 65% d'entre eux connaissent des formes de précarité – intérim, contrat aidé, contrat à durée déterminée –. ActivitY' va renforcer à partir de 2020 son offre de transition vers l'entreprise destinée à ces publics avec des parcours axés sur la mise en situation professionnelle et la connexion au monde de l'entreprise ;
- **L'isolement familial et la garde d'enfant** : la monoparentalité associée à de faibles revenus constitue l'une des principales causes de marginalisation professionnelle. Alors que 48% des bénéficiaires du RSA sont des personnes seules sans enfants dans les Yvelines et qu'environ un sur six rencontre des difficultés pour concilier emploi et garde d'enfant, le Programme départemental d'insertion va se concentrer sur l'accompagnement de ces familles avec des dispositifs tels que le parcours socio-professionnel de la Caisse d'allocations familiales et avec des solutions de garde d'enfant innovantes et accessibles ;
- **Le faible niveau de qualification et la catégorie socio-professionnelle d'origine** : le manque de diplômes prédispose à la précarité professionnelle. Plus de la moitié des bénéficiaires du RSA ont un niveau de qualification inférieur au bac. Dans certains quartiers prioritaires du nord des Yvelines, ils sont jusqu'à 66% à avoir un niveau inférieur ou égal au BEP/CAP. Corrélativement, les catégories socio-professionnelles ayant conduit à des pertes d'emploi durables sont les ouvriers (32%), les employés (29%) et les personnels de services directs aux entreprises (15%). La remise en emploi durable de ces publics s'appuie sur le développement d'une stratégie de montée en compétence et de qualification de ces publics prioritaires articulée aux besoins de main d'œuvre des entreprises ouest franciliennes ;
- **L'inactivité prolongée** devient, à long terme un frein à la reprise d'emploi. 35% des bénéficiaires du RSA le sont depuis plus de quatre ans. La stratégie de l'agence d'insertion va s'attacher à limiter la durée des parcours de reprise d'emploi pour éviter l'effet cumulatif des années d'inactivité ;
- **Le manque de mobilité** : un francilien sur quatre a renoncé à un emploi ou une formation faute de pouvoir s'y rendre. Pour les jeunes et les habitants des quartiers prioritaires, la proportion s'élève à un sur deux. L'autonomie dans les déplacements figure parmi les premiers leviers de reprise d'emploi développés par ActivitY' en particulier pour les emplois à horaires décalés sur lesquels sont fléchés la plupart des candidats en parcours d'insertion – restauration, services aux entreprises et aux ménages, BTP, grande distribution – ;

- L'« illectronisme » – incapacité à utiliser des ressources ou des services numériques pour des activités quotidiennes contribuant à l'inclusion sociale telle la recherche d'un emploi – souvent corrélée à des formes d'illettrisme, contribue également à éloigner durablement du marché du travail. Ce phénomène touche 15% de la population en France, ce chiffre pouvant atteindre 18% en zone rurale. Dans les Yvelines, les jeunes sont particulièrement exposés : 5,8% des 16-29 ans seraient atteints d'illettrisme et donc particulièrement exposés à l'« illectronisme ». Alors que l'usage du web est devenue la norme pour la recherche d'emploi – 9 demandeurs d'emploi sur 10 en font usage – et dans un contexte où la digitalisation de l'économie s'intensifie suite au confinement – explosion des services et des achats en ligne –, l'équipement en matériel numérique ;
- Les quartiers prioritaires : les disparités territoriales fortes sur l'ensemble ouest francilien sont à l'origine de situations très contrastées en termes d'accès à l'emploi. Les habitants du nord Hauts-de-Seine&Yvelines, du plateau de Saint-Quentin-en-Yvelines et du sud des Hauts-de-Seine des Yvelines siègent de quartiers classés politique de la ville concentrent la majorité des bénéficiaires du RSA et demandeurs d'emploi de longue durée. Le Programme départemental d'insertion 2021-2023 va s'appuyer sur les clauses d'insertion dans les marchés des 25 projets de rénovation urbaine pour développer les remises en activité dans ces quartiers.

LES PUBLICS DU PROGRAMME DÉPARTEMENTAL D'INSERTION 2021-2023

Le programme départemental d'insertion s'adresse aux publics éloignés de l'emploi séparés du marché du travail par une ou plusieurs difficultés susceptibles d'être levées en quelques mois.

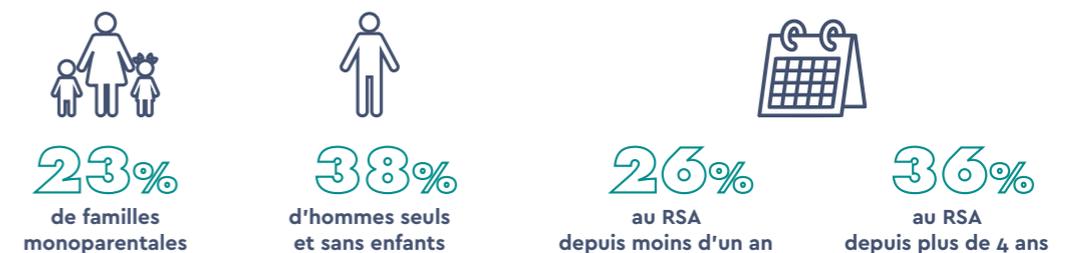
LES BÉNÉFICIAIRES DU RSA DANS LES HAUTS-DE-SEINE ET LES YVELINES

En 2019, les deux départements comptent 53 000 bénéficiaires du RSA.

Au total, 13 000 d'entre eux ont été en mesure de s'inscrire dans un projet de reprise d'emploi via les actions des Programmes départementaux d'insertion.

Qui sont les bénéficiaires du RSA ?

- les jeunes de 25 à 34 ans constituent la catégorie la plus représentée ;
- les personnes ayant un faible niveau de qualification ;
- les habitants des quartiers prioritaires et de la Vallée de Seine, très fortement impactée par le repli des emplois industriels depuis dix ans ;
- l'isolement familial est également un facteur de marginalisation qui précipite les situations de précarité ;
- l'exclusion professionnelle de longue durée est un frein supplémentaire au retour à l'emploi ;
- les contraintes de retour à l'emploi telles que la mobilité et la garde d'enfant.



LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE, LES JEUNES ET LES HABITANTS DES QUARTIERS PRIORITAIRES

Depuis trois ans, ActivityY' a élargi son champ d'intervention dans les Yvelines et a ouvert ses dispositifs aux publics à risque face à la précarité professionnelle :

- les demandeurs d'emploi de longue durée qui représentent environ 40% des demandeurs d'emploi,
- les jeunes particulièrement exposés aux fluctuations du marché du travail : 49% des jeunes sans diplômes sont au chômage
- les habitants des quartiers prioritaires, où le taux de chômage varie entre 10% et 24%

Ces publics font l'objet d'actions de prévention de la précarité afin d'éviter la dégradation de leur situation professionnelle qui peut conduire au RSA et aux minimas sociaux.



PROGRAMME INTERDÉPARTEMENTAL D'INSERTION 2021-2023 : ACTIONS, MÉTHODE ET ÉVALUATION

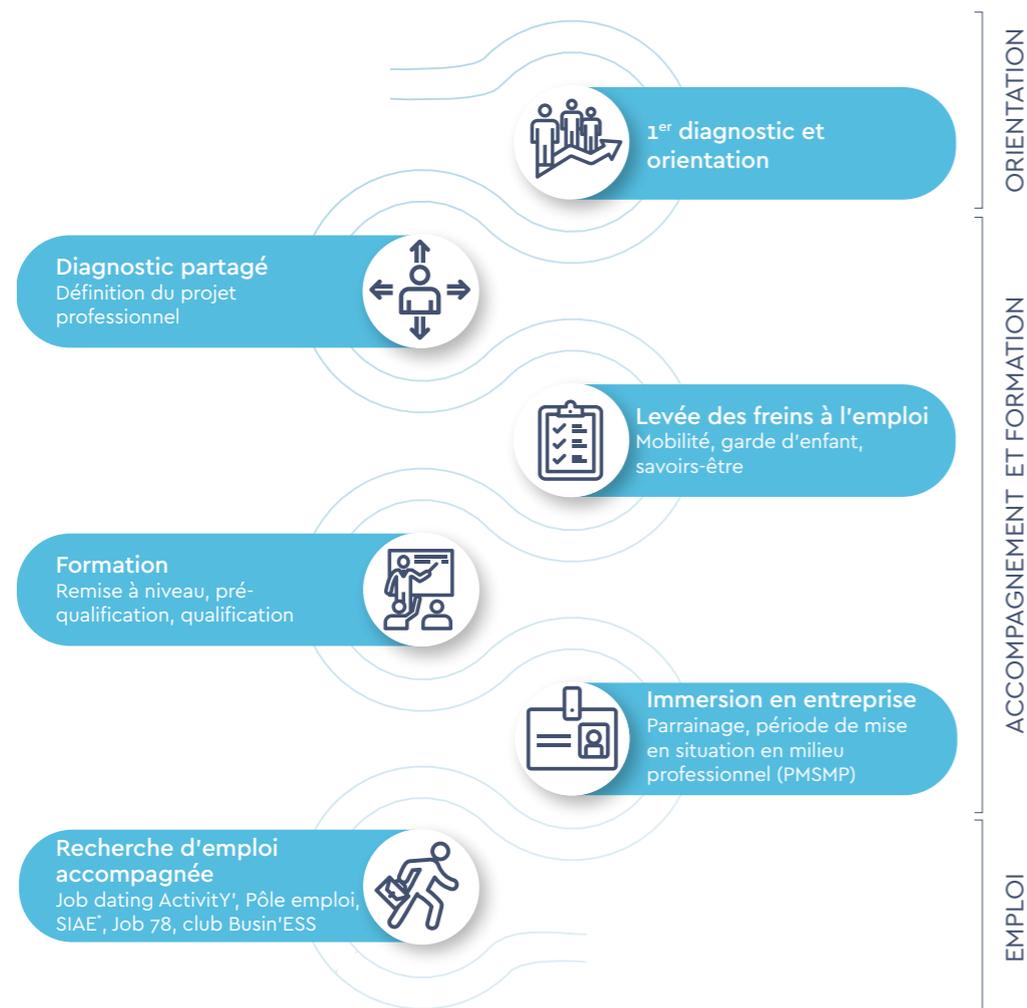
38	1 - Une offre de services adossée à une logique de filière
42	2 - Les cinq orientations du PDI, conditions du retour durable en emploi
43	3 - Mode d'emploi et catalogue des actions de l'offre de services ActivityY'
82	4 - La mesure d'impact et les outils d'évaluation des résultats

C.1 UNE OFFRE DE SERVICES ADOSSÉE À UNE LOGIQUE DE FILIÈRE

L'ensemble des projets conçus et pilotés par ActivitY' et ses partenaires constituent un catalogue d'actions modulables à la disposition des prescripteurs et qui comprend :

- **Des parcours d'insertion complets et intégrés** sur 6 à 12 mois comprenant toutes les étapes nécessaires à une remise en activité durable (accompagnement global, Parcours emploi compétences, contrat en structures d'insertion par l'activité économique) ;
- **Un ensemble de dispositifs d'insertion ponctuels combinables entre eux** et ciblés sur une difficulté particulière à lever (communication professionnelle, montée en littératie digitale, mobilité, formation, garde d'enfants...). Ces modules peuvent être sollicités dans le cadre d'un parcours ou à l'unité.

Le Parcours d'insertion est une co-construction de la démarche de la remise en emploi établit avec l'état, le département, les structures d'insertion par l'activité économique et ActivitY' qui comprend les 6 étapes suivantes :



LES CONDITIONS DE RÉALISATION

ActivitY' pilote et développe en concertation avec les membres du Groupement d'intérêt public l'offre de services du Programme départemental d'insertion décliné en fiches actions qui composent le Pacte territorial d'insertion Hauts-de-Seine&Yvelines 2021-2023.

Cette offre est destinée à l'ensemble des opérateurs altosequanais et yvelinois qui participent à l'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA, des demandeurs d'emploi de longue durée, des jeunes et des habitants des quartiers prioritaires (Cf- Typologie des prescripteurs page 50).

Ils sont en première ligne auprès des publics et sont appelés à se saisir de l'offre ActivitY' pour renforcer leur politique de lutte contre l'exclusion professionnelle.

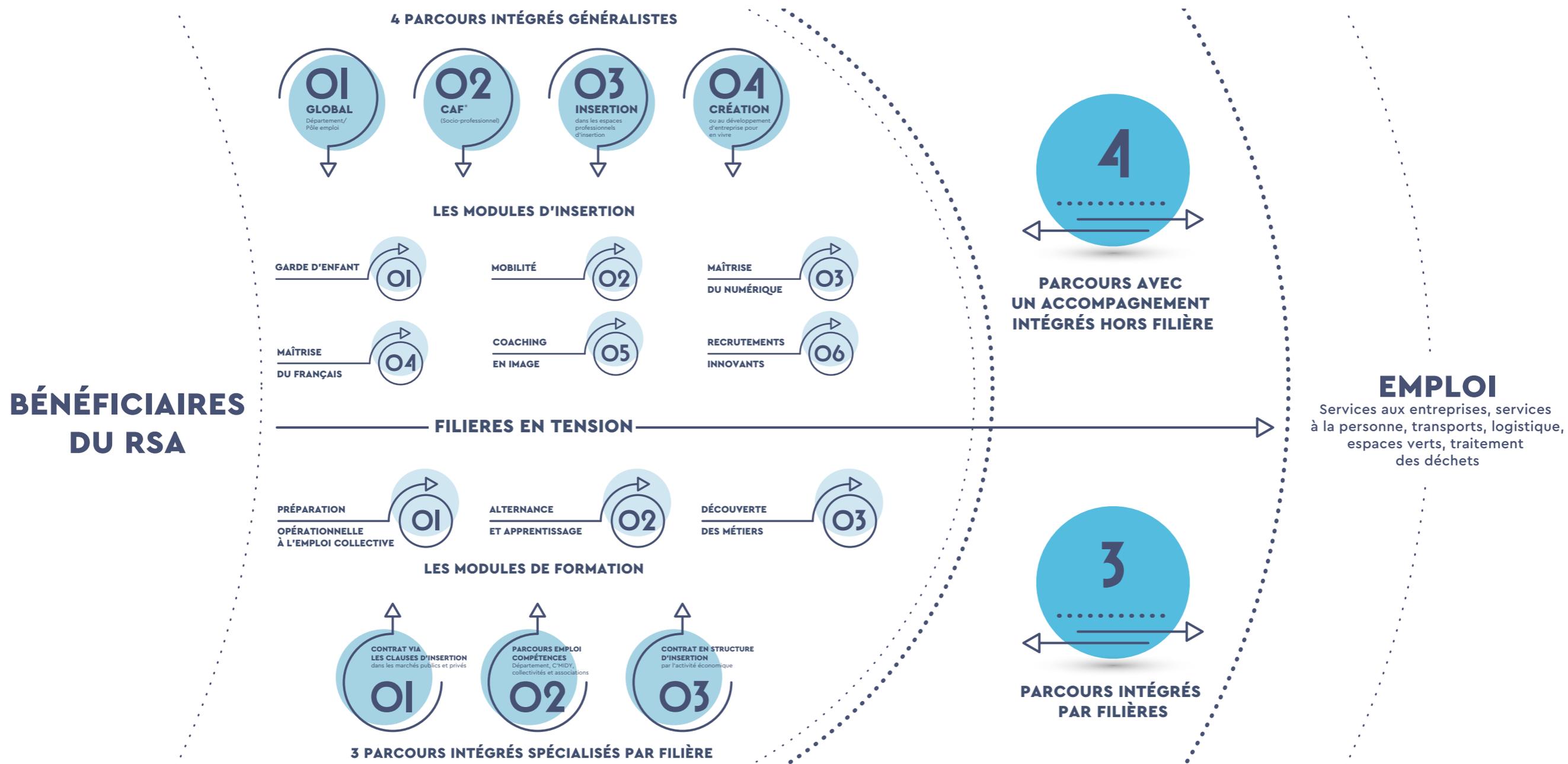
Ils sont les prescripteurs des actions Programme départemental d'insertion et sont force de proposition pour développer et faire évoluer ces actions en fonction des réalités observées.

Tout opérateur concerné par les objectifs du Programme départemental d'insertion a la possibilité de recourir à l'offre, même s'il n'est pas encore partenaire d'ActivitY', en prenant contact avec l'agence activity78@yvelines.fr (Cf - Mode d'emploi des fiches actions page 51)



L'OFFRE DE SERVICES ACTIVITY, DES PARCOURS INTÉGRÉS ET DES MODULES D'INSERTION

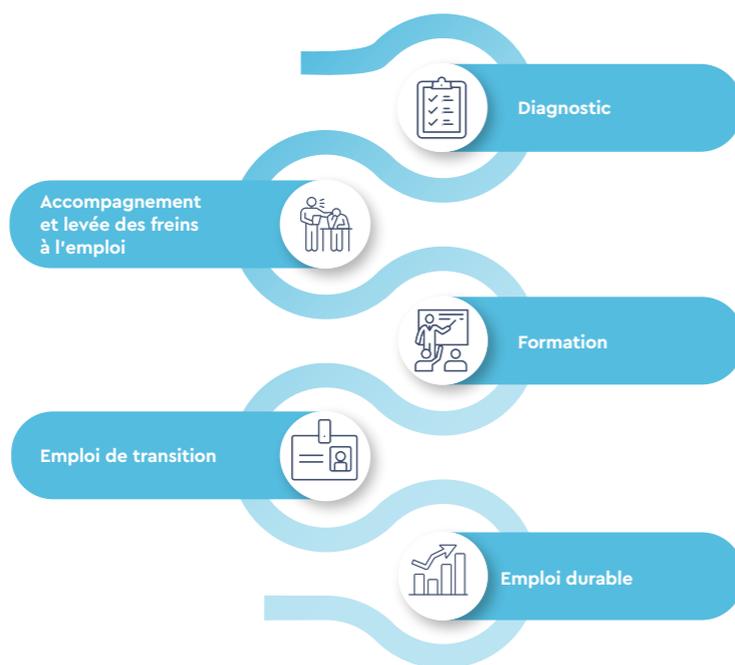
LES PARCOURS INTÉGRÉS ET LES MODULES SONT COMBINABLES ENTRE EUX.



C.2 LES CINQ ORIENTATIONS DU PDI, CONDITIONS DU RETOUR DURABLE EN EMPLOI

Les actions conduites répondent à cinq orientations, conditions de retours en emploi durable des publics – Bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes de moins de 26 ans, résidents des QPV – :

- La préparation à l'emploi
- La montée en compétences
- Les accompagnements renforcés
- La structuration des emplois de transition
- Le développement des emplois de droit commun



PRISE EN COMPTE DES JEUNES DE MOINS DE 26 ANS

Dans chacune des orientations, l'ensemble des actions développées dans le Programme départemental d'insertion 2021-2023 comportent une part réservée à la mise en emploi des jeunes de moins de 26 ans.

Si les décrocheurs – Neither employment education or training (NEET) – restent les plus vulnérables, les incertitudes liées au ralentissement économique de 2020 vont également impacter à partir de 2021 les jeunes diplômés qui arrivent sur le marché du travail et plus globalement les jeunes dont l'emploi est déjà structurellement plus précaire en France.

C.3 MODE D'EMPLOI ET CATALOGUE DES ACTIONS DE L'OFFRE DE SERVICES ACTIVITY'

MODE D'EMPLOI DU CATALOGUE DES FICHES ACTIONS

Un catalogue d'actions en développement

- Les actions présentées dans ce catalogue constituent l'offre de services d'ActivitY' destinée à ses partenaires/prescripteurs.
- Elles sont réparties en 5 axes d'intervention correspondant aux étapes du parcours d'insertion.
- Ce catalogue n'est pas exhaustif. Les actions les plus emblématiques sont présentées afin d'illustrer la mise en œuvre opérationnelle des axes d'intervention.

De nouvelles actions pourront enrichir le catalogue en fonction des besoins du territoire, de l'actualité du marché du travail et des problématiques d'insertion professionnelle qui pourront se faire jour au cours de la période 2021-2023.

Les opérateurs/prescripteurs à qui sont destinées les actions du PDI 2021-2023

Les actions sont destinées à l'ensemble des opérateurs publics ou privés qui accompagnent ou souhaitent accompagner des Yvelinois et des Hauts-séquanais éloignés du marché de l'emploi, qui ont des objectifs de remise en activité de ces publics.

Les opérateurs doivent avoir leur siège ou disposer d'une antenne dans les Yvelines ou dans les Hauts-de-Seine.

Typologie des prescripteurs de l'offre ActivitY' :

- **Les membres du Groupement d'intérêt public ActivitY'** : Département des Yvelines et des Hauts-de-Seine, Pôle emploi, Caisse d'allocations familiales, Communauté urbaine Grand Paris Seine&Oise, Saint-Quentin-en-Yvelines, Fédération régionale des travaux publics (F RTP) ;
- **Les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS)** selon les termes de la loi du 31 juillet 2014 – associations, coopératives, mutuelles, fondations, entreprises sociales à statut commerciales – qu'elles aient déjà conventionné avec ActivitY' ou qu'elles souhaitent s'engager dans un partenariat avec l'agence d'insertion ;
- **Les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE)** – associations, chantiers, ateliers, entreprises d'insertion, entreprises de travail temporaire par l'insertion, associations intermédiaires- et structures associées – Régies de quartier, Groupement d'entreprises pour l'insertion et la qualification (GEIQ) –, qu'elles aient déjà conventionné avec ActivitY' ou qu'elles souhaitent s'engager dans un partenariat avec l'agence d'insertion ;
- **Les collectivités territoriales** – communes, établissements publics intercommunaux, syndicats mixtes ouverts, région Ile-de-France – en particulier dans le cadre de compétences ou de délégation de compétences dans les domaines suivants : solidarité, emploi, développement économique, économie sociale et solidaire, espaces naturels et environnement, routes et transport, gestion d'établissements scolaires du premier et second degré -. Sont visés en particulier les services emploi et les services sociaux des communes, les services développement économique des établissements publics intercommunaux ;
- **Les associations caritatives** selon les termes de la loi 1901 et les organisations non gouvernementales (ONG) établies dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine ou ayant une antenne ou des activités engagées dans l'un des deux départements ;
- **Les opérateurs de compétences** dans le cadre d'actions dédiées aux publics éloignés du marché du travail ou dans le cadre du Programme d'investissement dans les compétences (PIC) ;
- **Toutes structures ou organisation d'utilité sociale** souhaitant engager une démarche de remise en activité des publics éloignés de l'emploi dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine : fondations d'entreprise ;
- **Entreprises privées engagées dans une démarche de responsabilité sociale** dans les achats et les recrutements ;
- **Entreprises privées rencontrant des difficultés de recrutement** et souhaitant recourir aux services de l'agence d'insertion dans le cadre de son sourcing de candidats.

MODE D'EMPLOI DES FICHES ACTIONS

Les fiches actions sont des supports qui doivent faciliter l'appropriation de l'offre ActivitY' par les prescripteurs.

• Accéder à l'offre

Les fiches actions sont en ligne sur le site yvelines.fr/économie/insertion.

Les prescripteurs peuvent également demander à recevoir l'offre par mail en prenant contact avec ActivitY' : activity78@yvelines.fr.

• Orienter les publics sur l'offre

- Les prescripteurs sont invités à vérifier si une ou plusieurs actions correspondent aux problématiques rencontrées par les publics qu'ils suivent ;
- Une fois la liste des publics concernés établis, ils sont invités à prendre contact avec ActivitY' – activity78@yvelines.fr ou tout interlocuteur déjà connu – ;
- un chef de projet ActivitY' prendra en charge le partenariat entre le prescripteur et ActivitY' et assurera la mise à disposition de l'offre ;
- le partenariat entre les prescripteurs et ActivitY' sera établi à partir d'une note d'opportunité synthétique assortie d'une présentation des modalités de suivi des publics, de la formalisation des objectifs que le prescripteur souhaite atteindre et des modalités d'évaluation ;
- le chef de projet ActivitY' et le prescripteur conviendront ensemble des modalités communes de pilotage de l'action ;
- un bilan trimestriel sera établi pour chaque action permettant de suivre au plus près l'avancée des démarches de remise en activité des publics.

• Comprendre le contenu des fiches actions.

Ces fiches ont une visée opérationnelle et doivent faciliter la mise en œuvre du partenariat ActivitY'/prescripteurs en formalisant les tenants et les aboutissants de l'action.

Elles se présentent en 5 parties :

- **une mise en contexte** qui permet d'identifier les enjeux et le public auquel s'adresse l'action ;
- **une description opérationnelle** de l'action pour en appréhender le déroulement et les conditions de réalisation ;
- **une « Evaluation d'efficacité et d'impact »** : à partir des résultats obtenus par les parties prenantes du projet, il s'agit de mesurer les impacts et les effets des actions ainsi que leur efficacité c'est-à-dire leur capacité à favoriser le retour en emploi des publics avec usage optimisé des ressources ;
- **une recommandation de prescription** : cette section indique à quelle étape du parcours d'insertion, un bénéficiaire peut être orienté vers l'action et quelle problématique spécifique sera résolue ;
- **les acteurs partenaires** : il s'agit de l'ensemble des parties prenantes du projet ;

- **Choisir les actions sur le territoire correspondant à la localisation du public**

Certaines actions sont conduites dans l'ensemble du territoire Hauts-de-Seine&Yvelines ou bien seul dans l'un des deux départements :

- à la fois dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines = macaron vert et rose 92/78
- dans les Hauts-de-Seine uniquement = macaron vert 92
- dans les Yvelines = macaron rose 78

Les prescripteurs sont invités à sélectionner les actions en fonction de leur localisation

EVALUATION DES ACTIONS

Les actions permettent aux prescripteurs d'atteindre les objectifs qu'ils se seront fixés en concertation avec les différentes parties prenantes du projet :

- Objectifs quantitatifs c'est-à-dire la mesure d'un écart chiffré entre un état initial et un état après action. Exemple : 50% des personnes en accompagnement global reprennent une activité.
- Objectifs qualitatifs c'est-à-dire un changement de nature entre un état initial et un état après action. Exemple : les candidats en Parcours emploi compétences bénéficient d'une expérience professionnelle qualifiante dans des secteurs qui recrutent ce qui facilite leur rebond en emploi.

A partir des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés, une évaluation d'efficacité et d'impact sera établie conjointement par les prescripteurs et ActivitY'.



SOMMAIRE

Se préparer à l'emploi

Axe 1 : **Maîtriser la communication professionnelle et digitale :**

- Action 1 : Module coaching en image et prise de parole en entretien d'embauche
- Action 2 : Module ateliers numériques

Axe 2 : **Se rendre disponible :**

- Action : Module mode de garde des jeunes enfants

Axe 3 : **Être autonome dans ses déplacements :**

- Action : Module mobilité professionnelle

S E PRÉPARER À L'EMPLOI

ENJEUX

Le marché de l'emploi dans l'ouest francilien connaît des tensions de main d'œuvre importantes alors que l'inactivité persiste – demandeurs d'emploi de longue durée, bénéficiaires du RSA –. Pour résoudre ce « paradoxe français* », ActiviY' s'attaque au désajustement de l'offre et de la demande d'emploi. Une étude Pôle emploi indique que les difficultés d'appariement se concentrent sur :

- Les problèmes de mobilité qui affectent particulièrement les personnes à faible revenus, les jeunes et les personnes résidant en zone rurale et dans quartiers prioritaires où le maillage de transport en commun reste fragmentaire et l'offre de service inadaptée aux emplois à horaires décalés – hôtellerie-restauration, service à la personne, grande distribution,- ;
- Les contraintes familiales qui conduisent les parents seuls à renoncer à un emploi ou une formation pour des raisons de garde d'enfant ;
- La maîtrise des savoir-être en entreprise et de codes de communication essentiels à la vie professionnelle, la maîtrise de la littératie numérique ;

OBJECTIFS

- Développer la confiance en soi et maîtriser les outils de communication favorisant la recherche et la reprise d'emploi
- Assurer la disponibilité des candidats sur les heures de travail
- Rendre les candidats autonomes dans leurs déplacements

PERSPECTIVES

Coordonner les actions de façon à concevoir pour chaque candidat un parcours séquentiel de mise en condition pour l'emploi.

Définir le projet professionnel en tenant compte des freins à lever.

* Paradoxe français : alors que chômage persiste à l'échelle nationale – 8% en 2019 avec 5,3 millions de chômeurs –, les entreprises peinent à trouver de la main d'œuvre avec, dans les départements franciliens jusqu'à 50% de projets de recrutements jugés difficiles (Source Pôle emploi).

AXE.1 MAÎTRISER LA COMMUNICATION PROFESSIONNELLE

Action 1 :
Coaching en image et prise de parole

CONTEXTE ET ENJEUX

La maîtrise des codes de communication professionnelle (image, expression orale, gestion du stress, ponctualité) figure parmi les premiers critères de recrutement. Selon la 9^{ème} édition du baromètre de l'organisation internationale du travail sur la perception des discriminations dans l'emploi de 2016, l'apparence physique est le deuxième critère cité par les 8% personnes ayant subi une discrimination à l'embauche.

Pour favoriser l'égalité d'accès à l'emploi, ActivitY' propose des ateliers de coaching en image préalables à l'entretien d'embauche.

ACTIONS

Financer et appuyer l'organisation de sessions de coaching en image et communication professionnelle.

Assurer une couverture de l'ensemble du territoire.

Contenu des sessions : entretien personnalisé avec simulation de l'entretien d'embauche, conseils pour le CV, aide à la reprise de confiance et à la motivation.

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Des candidats en mesure d'assurer un entretien professionnel d'embauche. Une reprise d'activité dans les mois qui suivent l'entretien.

INDICATEUR

Taux de candidats accompagnés ayant réussi leur entretien d'embauche.

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION
DANS LE CADRE DU PARCOURS
PROFESSIONNEL

Fin de parcours d'insertion à l'issue d'un Parcours emploi compétences, d'un contrat en structure d'insertion par l'activité économique, avant un job dating.

A combiner avec l'ensemble des parcours d'accompagnement (accompagnement global, accompagnement CAF, Parcours emploi compétences, parcours en structure d'insertion par l'activité économique, espaces professionnels d'insertion).

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S)
(non exhaustif)

La Cravate solidaire

MONTANT ANNUEL
32 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
200

FINANCEUR
ActivitY'

AXE.1 MAÎTRISER LA COMMUNICATION PROFESSIONNELLE

Action 2 :
Parcours numériques

CONTEXTE ET ENJEUX

La fracture numérique, une réalité qui touche les populations les plus précaires est un frein à l'emploi.

D'après une étude de pôle emploi, 12 % des demandeurs d'emploi n'utilisent pas internet dans leur recherche d'emploi. Parmi eux 45% ne savent pas utiliser internet et 23 % ne sont pas bien équipés. Les personnes non diplômées sont tout particulièrement concernées (20 % des demandeurs d'emploi n'utilisant pas internet*).

Afin de rapprocher de l'emploi les publics menacés d'illectronisme, ActivitY' propose des actions pour l'autonomie digitale.

ACTIONS

Proposer des parcours de montée en littératie digitale individuels ou en ateliers adossés à un réseau de partenaires – la Cité des Métiers de Saint Quentin-en-Yvelines, Emmaüs connect, ...-.

Le contenu des sessions de formations : acquisition d'une autonomie digitale, méthode de recherche d'offres d'emploi, gestion de l'image et usage des réseaux sociaux.

Mettre à disposition des candidats des espaces numériques dans les pôles d'insertion professionnelle des Territoires d'action départementale.

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Rendre les personnes autonomes dans la prise en main et l'usage des outils numériques dans le cadre de leur recherche d'emploi.

Contribuer à réduire la fracture numérique.

INDICATEUR

Nombre de personnes formées ayant acquis une autonomie digitale

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION
DANS LE CADRE DU PARCOURS
PROFESSIONNEL

A toute étape du parcours d'insertion.

A combiner avec des formations de remise à niveau dans les savoirs de base et avec les démarches de recherche d'emploi.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S)
(non exhaustif)

Seine@Yvelines Numérique, G2R, Emmaüs connect, la Cité des Métiers, Aptima.

MONTANT ANNUEL
43 500 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
252

FINANCEURS
ActivitY', Département des Yvelines

AXE.2 SE RENDRE DISPONIBLE

Action :

Mode de garde des jeunes enfants

CONTEXTE ET ENJEUX

En France la question de la garde des enfants en bas âges, a un impact significatif sur le marché du travail. Dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine, 23% des bénéficiaires du RSA sont des familles monoparentales.

L'impossibilité de faire garder ses enfants parmi les premiers facteurs d'exclusion professionnelle.

Pour lever les contraintes familiales qui obèrent les chances de reprendre un emploi, ActivitY' a développé des dispositifs de gardes d'enfants.

ACTIONS

Financer et structurer la mise en place d'un maillage de service de garde d'enfant sur l'ensemble du territoire en partenariat avec les associations intermédiaires.

Construire un vivier de salariés en insertion spécialisé dans les associations intermédiaires.

Ce service de garde d'enfant libère les bénéficiaires du RSA de leurs contraintes familiales le temps de leur formation ou les premiers temps de leur reprise d'emploi.

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Faciliter l'entrée en formation, en contrat d'insertion ou en emploi des bénéficiaires du RSA en situation de monoparentalité.

Amener des bénéficiaires du RSA intéressés par les métiers de la petite enfance et des services à domicile à bénéficier d'une première expérience professionnelle.

INDICATEUR

Nombre de bénéficiaires du RSA ayant pu reprendre une activité soit parce que leur enfant est gardé soit parce qu'ils gardent des enfants.

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En milieu ou fin de parcours d'insertion.

A combiner avec les formations ou les accompagnements tels que l'accompagnement global Département/Pôle emploi ou l'accompagnement socio-professionnel de la Caisse d'allocations familiales mais aussi avec un contrat en SIAE ou via les clauses sociales ou encore avec un job dating.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

AFPI et autres associations intermédiaires partenaires

MONTANT ANNUEL

310 000 €

NOMBRE D'HEURES DE GARDE

14 900

FINANCEURS

ActivitY', Département des Yvelines, Ville de Plaisir, Caisse d'allocations familiales.

*Source OFCE – Source Solis 2019, caractéristiques des bénéficiaires du RSA

AXE.3 ETRE AUTONOME DANS SES DÉPLACEMENTS

Action :

Mobilité professionnelle

CONTEXTE ET ENJEUX

25% des demandeurs d'emploi franciliens ont déjà renoncé à un emploi ou une formation faute de mobilité*. Ce phénomène est plus accusé encore dans les quartiers prioritaires et chez les jeunes.

Pour les personnes en parcours d'insertion qui s'orientent majoritairement vers des métiers à horaires décalés – restauration, services à la personne, BTP, grande distribution, sécurité –, la contrainte de la mobilité est encore forte.

Pour remédier à cette inégalité d'accès à l'emploi et développer l'automobilité, ActivitY' a développé des parcours personnalisés d'accompagnement à la mobilité professionnelle associé à un réseau de garages solidaires.

ACTIONS

Développer une offre d'accompagnement personnalisé pour favoriser l'autonomie dans ses déplacements.

Ateliers individuels et collectifs sur l'ensemble du territoire avec WIMOOV, le laboratoire des mobilités inclusives.

Mettre en place une offre de services pour la location, l'acquisition et l'entretien d'un véhicule à visée professionnelle avec WIMOOV et Renault Mobiliz.

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Atteindre un niveau d'autonomie mobile.

Mettre en place les ressources financières et matérielles nécessaires aux déplacements à visée professionnels

INDICATEUR

Nombre de candidats ayant mis en place une solution de mobilité dans le cadre de leur reprise d'emploi ou de formation.

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

Début de parcours d'insertion, à combiner avec l'ensemble des parcours d'insertion vers l'emploi (accompagnement global, accompagnement socio-professionnel CAF, ...) et emploi de transition (Parcours emploi compétences, contrats via les clauses sociales).

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Wimoov/laboratoire des mobilités inclusives, Renault Mobilize, Identicar

MONTANT ANNUEL

300 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

450

FINANCEUR

ActivitY'

*Source Laboratoire de la mobilité inclusive



SOMMAIRE

Favoriser la montée en compétences

Axe 1 : Diagnostic pour la mise en œuvre d'un projet professionnel :

Action : Module diagnostic pour la mise en œuvre d'un projet professionnel

Axe 2 : Découvrir les métiers et maîtriser le français à usage professionnel :

Action 1 : Module préqualification et français langue étrangère (FLE)

Action 2 : Module apprentissage du Français langue étrangère à visée professionnelle (92)

Action 3 : Module plateforme Découverte des Métiers Voc@ction

Axe 3 : Se former aux métiers dans les filières qui recrutent :

Action 1 : Module se former aux métiers de la restauration

Action 2 : Module se former aux métiers dans les Espaces Verts

Action 3 : Module se former aux métiers du Bâtiment et des Travaux Publics

Action 4 : Module se former aux métiers des services à la personne

F

AVORISER LA MONTÉE EN COMPÉTENCES

ENJEUX

Le manque de qualification ou la déqualification (perte de valeur des diplômes) figurent parmi les principaux obstacles à l'embauche. La perte de valeur des compétences subit une accélération sous l'effet de la digitalisation tertiarisation des activités et, plus récemment, avec le développement des filières liées à la transition énergétique et à l'économie décarbonée.

Pour appairer le développement des compétences aux besoins de main d'œuvre à l'échelle du territoire ouest francilien, Activit'Y' développe des parcours de formation pré-qualifiant et qualifiant conçus en partenariat avec les opérateurs de compétences (Constructys, le Fafih, Akto...) et les futurs recruteurs.

Réduire la distance entre la formation et l'entreprise pour faciliter le rebond en emploi des candidats, tels sont les enjeux d'une politique de compétences agile et pragmatique qui va être déterminante sur toute la période de transition vers la reprise de l'activité économique.

OBJECTIFS

- Développer les plateformes de remise à niveau et découverte des métiers du tertiaire, du BTP/ construction et de la gestion des espaces verts
- Développer un pôle de formation et emploi dans le secteur stratégique des services à domicile
- Augmenter le taux d'embauche et de conversion en contrat de plus de 6 mois

PERSPECTIVES

Mobiliser un éco-système de la formation et de l'emploi avec les opérateurs de compétences, les fédérations d'entreprises, les fédérations patronales et les membres du club Busin'ESS des entreprises engagées pour l'insertion de façon à développer des filières formation/emploi.

AXE.1 DIAGNOSTIC POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROJET PROFESSIONNEL

Action : Bilan de compétence

CONTEXTE ET ENJEUX

L'orientation des bénéficiaires du RSA sur des parcours d'insertion adaptés à leur profil, leur potentiel est un facteur de remise en emploi durable. Pour rapprocher les profils de candidats en démarche d'insertion professionnelle des offres d'emploi, ActivitY propose un bilan de compétences préalable à la définition du projet professionnel. Il permet aux candidats de s'engager dans des secteurs qui recrutent et qui correspondent à leur potentiel professionnel. Il contribue à limiter le taux d'abandon de parcours et favorise l'emploi durable.

ACTIONS

Diagnostic préalable au projet professionnel pour définir un parcours d'accès à l'emploi cohérent.

Évaluation :

- des freins sociaux, professionnels et psychologiques à l'emploi ;
- des capacités d'apprentissage et de raisonnement ;
- de la perception et le respect des codes sociaux et du savoir-être ;
- du niveau en mathématiques, français, en technique de recherche d'emploi et technologies de l'information et de la communication.

RÉSULTATS ATTENDUS

Préconiser un parcours d'actions (formation, accompagnement) nécessaires pour rendre possible et efficace le retour en emploi.

INDICATEUR

Nombre de bénéficiaires du RSA ayant défini leur projet professionnel suite au diagnostic préalable.

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

Début de parcours d'insertion.

A combiner avec l'ensemble des accompagnements et formations l'accompagnement dans l'élaboration du projet professionnel, formations de pré-qualification et français langue étrangère (FLE), de découverte des métiers, parcours en structures d'Insertion par l'activité économique modules d'insertion.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

FAIRE (Nanterre, 92), Animation 94/
Cefip (Gennevilliers, 92), ACIFE (Châtillon, 92)

MONTANT ANNUEL
120 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
80

FINANCEUR
ActivitY'

AXE.2 DÉCOUVRIR LES MÉTIERS ET MAÎTRISER LE FRANÇAIS À USAGE PROFESSIONNEL

Action 1 : Pré-qualification et apprentissage du Français langue étrangère (FLE)

CONTEXTE ET ENJEUX

La maîtrise de la langue française est l'une des conditions nécessaires à l'obtention d'un emploi durable. Alors que seuls la moitié des participants aux formations linguistiques du parcours d'intégration de l'Office français d'immigration et de l'intégration (OFII) en sortent en maîtrisant un niveau de français rudimentaire, ActivitY' propose un ensemble de modules de remise à niveau et d'apprentissage du français langue étrangère à usage professionnel dans des filières qui recrutent. Ces modules de formation sont intégrés à des stages de montée en compétences professionnelle sectoriels (BTP, restauration,...) conçus avec des centres de formation de référence.

ACTIONS

Financer et structurer l'organisation territorialisée de formations au Français langue étrangère (FLE) à visée professionnelle corrélées à l'acquisition d'un premier niveau de compétence professionnelle (construction/BTP, culinaire, service aux personnes). Pré-qualifier les candidats

Contenu : apprentissage de la langue française dans un contexte professionnel et initiation à l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC) actions de mise en employabilité (mobilité et techniques de recherche d'emploi).

RÉSULTATS ATTENDUS

Améliorer la communication en langue française et acquérir le vocabulaire essentiel lié à un secteur professionnel

Atteindre un premier niveau de compétence linguistique

Construire et mettre en place un projet professionnel viable

INDICATEUR

Nombre de candidats formés
Taux d'entrée en suite de parcours

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

Début de parcours, dans la phase de construction du projet professionnel pour les personnes ayant des lacunes dans les savoirs de base .

A combiner avec l'ensemble des parcours d'accompagnement (accompagnement global, accompagnement CAF, Parcours emploi compétences, parcours en structure d'insertion par l'activité économique, espaces professionnels d'insertion).

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Opérateurs de compétences (Constructys, Fafih, Akto...), centres de formation (Prom'hôte Ifitel, CFM BTP,...)

MONTANT ANNUEL
72 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
90

FINANCEURS

ActivitY', Pôle emploi, Région Ile-de-France, opérateur de compétence, Agefos PME.

AXE.2 DÉCOUVRIR LES MÉTIERS ET MAÎTRISER LE FRANÇAIS À USAGE PROFESSIONNEL

Action 2 :

Apprentissage du Français langue étrangère à visée professionnelle

CONTEXTE ET ENJEUX

La non maîtrise du langage à visée professionnelle ferme l'accès à un grand nombre de métiers. Elle empêche également d'utiliser les qualifications acquises dans le pays d'origine pour les ressortissants étrangers. Enfin, selon l'INSEE, elle bloque l'accès au travail de 51% des femmes immigrées inactives. Activity propose des formations de montée en compétences linguistique selon une approche emploi (orientation vers des métiers ciblés et mises en situation).

ACTIONS

Financer et structurer des formations en français langue étrangère (FLE) à visée professionnelle corrélées, pour certaines, à l'acquisition d'un premier niveau de compétence professionnelle (culinaire, service aux personnes).

Intégrer à ces parcours de formation un stage en entreprise, une initiation à l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC), un travail sur la mobilité et les techniques de recherche d'emploi (TRE)

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Atteindre un premier niveau de compétence et d'autonomie linguistique.

Améliorer la communication en langue française nécessaire à l'emploi et acquérir le vocabulaire essentiel lié à un secteur professionnel, s'approprier l'environnement culturel de ce secteur.

Découvrir les métiers en recrutement sur le territoire, construire et mettre en place un projet professionnel viable

INDICATEUR

Nombre de candidats ayant acquis un niveau de français de base permettant d'avoir une activité professionnelle

Taux de candidats en suite de parcours

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

Début de parcours d'insertion.
A combiner avec tout parcours d'insertion dès lors que les personnes ont un niveau linguistique insuffisant pour accéder à une formation ou un emploi.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Ressources Formation, AFCI, IDC formation, LFM radio

MONTANT ANNUEL
145 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
190

FINANCEUR
ActivitY'

AXE.2 DÉCOUVRIR LES MÉTIERS ET MAÎTRISER LE FRANÇAIS À USAGE PROFESSIONNEL

Action 3 :

Plateforme Découverte des Métiers Voc@ction

CONTEXTE ET ENJEUX

D'après les estimations Pôle emploi entre 250 000 et 300 000 offres d'emplois au niveau national ne seraient pas pourvues faute de candidats. Le manque de connaissance des opportunités offertes dans les secteurs d'activité en tension ou le manque d'attractivité a priori de ces secteurs (hébergement, restauration, service à la personne, nettoyage,...) pourraient expliquer ce phénomène. Mieux faire connaître les métiers porteurs pour développer des parcours d'insertion professionnelle viables constitue un enjeu majeur pour les publics en insertion professionnelle.

ACTIONS

Ouvrir des plateaux techniques de découverte des métiers dans des secteurs en tension tels que l'hôtellerie-restauration, la vente, le commerce et la grande distribution, la gestion administrative, la sécurité...

Mettre en expérience professionnelle les stagiaires afin de les former en les confrontant à des situations réelles pendant plusieurs semaines.

Conclure le stage de découverte par des immersions professionnelles en entreprises.

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Construire un projet professionnel durable par une meilleure connaissance des secteurs d'activités qui recrutent.

Favoriser la montée en compétences et le rebond en emploi des publics en insertion professionnelle.

INDICATEUR

Nombre de candidats formés

Taux de rebond en formation ou en emploi

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En début de parcours d'insertion.

A combiner avec les espaces professionnels d'insertion (EPI), l'accompagnement global renforcé ou l'accompagnement CAF et avec les job dating ou les recrutements de l'équipe entreprise.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Pôle emploi, Département des Yvelines, Espaces professionnels d'insertion, missions locales, organismes de formation, opérateurs de compétences, entreprises.

MONTANT ANNUEL
180 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
120

FINANCEUR
ActivitY'

SE FORMER AUX MÉTIERS DANS LES FILIÈRES QUI RECRUTENT

ActivitY' développe des parcours d'insertion selon une logique de filières. Ces parcours sont basés sur la montée en compétences des candidats articulés aux besoins de main d'oeuvre de secteurs d'activité en tension.

L'agence d'insertion est partenaire des entreprises et fédérations professionnelles de l'hôtellerie-restauration, des espaces verts, du BTP/construction et du service à la personne.

Des partenariats pourront être engagés avec de nouvelles filières en fonction de l'évolution du marché du travail sur la période 2021-2023.



AXE.3 SE FORMER AUX MÉTIERS DANS LES FILIÈRES QUI RECRUTENT

Action 1 :

Se former aux métiers dans les Espaces Verts

CONTEXTE ET ENJEUX

Selon l'Union nationale des entrepreneurs du paysage (UNEP), 1/3 des entrepreneurs dans ce secteur ne sont pas parvenus à recruter en 2018. Pour développer la montée en compétences dans ce secteur, le Département des Yvelines a créé en 2017 des Brigades vertes qui recrutent chaque année près de 100 agents d'entretien des espaces verts, sur des Parcours emploi compétences réservés aux bénéficiaires du RSA. ActivitY' poursuit cette dynamique par une ingénierie de formation conçue en partenariat avec les professionnels de ce secteur.

ACTIONS

Mettre en place des actions de sensibilisation et de découverte des métiers des espaces verts, avec un stage de mise en situation réelle.

Financer des formations dans des métiers spécifiques (ouvrier paysagiste, élagueur,...) en lien avec les besoins des entreprises yvelinoises.

Organiser des parcours de formation aux parcours emploi compétences (PEC)

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Développer l'employabilité et les compétences des candidats dans une filière pourvoyeuse d'emploi.

Répondre au besoin de main d'oeuvre des entreprises.

INDICATEURS

Nombre de personnes en insertion professionnelle sensibilisées, formées et placées sur des emplois.

Nombre d'entreprises du territoire du secteur des espaces verts ayant recrutés

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En milieu ou fin de parcours d'insertion, la phase de confirmation du projet professionnel et de concrétisation par l'entrée en formation ou le retour à l'emploi.

A combiner avec l'ensemble des parcours d'accompagnement (accompagnement global, accompagnement CAF, Parcours emploi compétences, parcours en structure d'insertion par l'activité économique, espaces professionnels d'insertion).

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Pôle emploi, Département des Yvelines, Centre de formation professionnelle pour les métiers agricoles et horticoles, Espaces professionnels d'insertion, missions locales de formation, entreprises.

MONTANT ANNUEL

100 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

90

FINANCEUR

ActivitY'

AXE.3 SE FORMER AUX MÉTIERS DANS LES FILIÈRES QUI RECRUTENT

Action 2 :

Se former aux métiers du Bâtiment et des travaux publics

CONTEXTE ET ENJEUX

Les Yvelines sont le siège de projets d'aménagement d'envergure avec les opérations du Grand Paris et sa programmation en matière rénovation urbaine. L'enquête sur les besoins de main d'œuvre de Pôle emploi faisait état de plus de 3 000 projets de recrutement dans le secteur du BTP et de la construction et des difficultés de recrutement dans ce secteur. Le manque de qualification et la méconnaissance des métiers figurent parmi les principaux freins à lever pour permettre aux publics en insertion d'accéder à ces opportunités.

ACTIONS

Mettre en place des actions de sensibilisation et de découverte des métiers du BTP avec mise en situation réelle.

Financer des formations dans des métiers spécifiques de ce secteur (coffreur, électricien, maçon,...) en lien avec les besoins des entreprises.

Organisés des sessions de pré-qualification pour les métiers de la construction et des travaux publics incluant une formation de remise à niveau.

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Développer l'employabilité et les compétences des candidats dans une filière pourvoyeuse d'emploi.

Répondre au besoin de main d'œuvre des entreprises.

INDICATEURS

Nombre de candidats formés

Taux de reprise d'emploi ou de formation

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En milieu ou fin de parcours d'insertion, phase de confirmation du projet professionnel.

A combiner avec l'ensemble des parcours d'accompagnement (accompagnement global, accompagnement CAF, Parcours emploi compétences, parcours en structure d'insertion par l'activité économique, espaces professionnels d'insertion).

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Pôle emploi, Département des Yvelines, Espaces professionnels d'insertion, missions locales, organismes de formation, opérateurs de compétences, entreprises.

MONTANT ANNUEL

43 600 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

18

FINANCEURS

ActivitY', Pôle emploi

AXE.3 SE FORMER AUX MÉTIERS DANS LES FILIÈRES QUI RECRUTENT

Action 3 :

Se former aux métiers des services à la personne

CONTEXTE ET ENJEUX

Le secteur des services à domicile – garde d'enfants, ménage à domicile, assistant de vie de famille...- est un secteur en développement depuis plusieurs années. Selon une étude publiée par l'Observatoire prospectif des métiers et des qualifications, près de 9 entreprises sur 10 rencontrent des difficultés de recrutement. Ce besoin de main d'œuvre non satisfait représente des opportunités d'emploi sur des métiers accessibles au public relevant de l'insertion professionnelle moyennant une formation ad hoc.

ACTIONS

Soutenir la plateforme d'innovation et de formation aux métiers des services à la personne INVIE78.

Organiser des sessions de sensibilisation et de découverte des métiers des services à la personne, avec mise en situation réelle.

Financer des formations dans des métiers spécifiques de ce secteur (Aide à domicile, ADVF,...) en lien avec les besoins des entreprises yvelinoises.

Organiser des sessions de pré-qualification incluant une formation linguistique pour développer les compétences en français à visée professionnelle.

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Développer l'employabilité et les compétences une filière pourvoyeuse d'emploi.

Répondre au besoin de main d'œuvre des entreprises du territoire du secteur.

INDICATEURS

Nombre de candidats formés

Taux de reprise d'emploi ou de formation

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

Phases de confirmation du projet professionnel et de concrétisation par l'entrée en formation ou le retour à l'emploi.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

INVIE78, Pôle emploi, Espaces professionnels d'insertion, missions locales, organismes de formation, opérateurs de compétences, entreprises.

MONTANT ANNUEL

220 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

300

FINANCEUR

ActivitY'



SOMMAIRE

Dispenser un accompagnement renforcé et personnalisé vers l'emploi

- Action 1 : Elaborer un projet de reprise d'emploi avec les Espaces professionnels d'insertion
- Action 2 : Module accompagner l'élaboration d'un projet professionnel
- Action 3 : Accompagner le retour à l'emploi avec l'« Accompagnement global » du partenariat Département/Pôle emploi
- Action 4 : Accompagnement à l'emploi des parents isolés avec la Caisse d'Allocations Familiales
- Action 5 : Accompagnement les entrepreneurs vers une sortie du RSA

D

ISPENSER UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ ET PERSONNALISÉ VERS L'EMPLOI

ENJEUX

La perte d'activité sur une longue durée entraîne un ensemble de difficultés liées à la baisse de revenus et à la désocialisation progressive. Pour remobiliser les candidats éloignés du marché du travail et les inscrire dans une dynamique de reprise d'emploi, ActivitY' a développé, avec ses partenaires, des accompagnements intensifs qui permettent d'intervenir simultanément sur l'ensemble des difficultés sociales et professionnelles afin de conduire les candidats en activité en quelques mois.

OBJECTIFS

- Développer l'employabilité des candidats en agissant sur l'ensemble des points bloquants périphériques à l'emploi
- Remettre les candidats dans une dynamique d'emploi en 6 à 12 mois

PERSPECTIVES

Développer le suivi des candidats à l'issue de cursus d'accompagnement à 3, 6 et 12 mois et organiser la rencontre candidats/entreprises dans le cadre des prestations de l'équipe entreprises ActivitY' tels que les job dating.

D

ISPENSER UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ ET PERSONNALISÉ VERS L'EMPLOI

78

Action 1 :

Élaborer un projet de reprise d'emploi avec les espaces professionnels d'insertion

CONTEXTE ET ENJEUX

Une partie des bénéficiaires du RSA souffre d'un manque de compétences ou de motivation, d'une expérience professionnelle trop ancienne ou parcellaire et n'a pas défini de projet professionnel.

L'offre d'accompagnement des Espaces Professionnels se décline sur l'ensemble du territoire départemental et s'adresse à des personnes qui expriment le désir d'une insertion professionnelle malgré ces freins identifiés et souhaitent s'inscrire dans une démarche de remobilisation.

ACTIONS

Accompagner à l'élaboration du projet professionnel.

Evaluer les prérequis avant entrée en formation ou positionnement sur un emploi.

Proposer une offre de remise à niveau avec des modules de formation adaptés.

Construire les outils d'une recherche d'emploi ciblée et efficace.

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Définir et mettre en œuvre un projet professionnel viable

Lever les freins à l'emploi

INDICATEURS

Nombre de parcours d'accompagnement

Taux de sortie en emploi ou en formation

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En début de parcours d'insertion

Cette action s'inscrit dans la phase d'élaboration de projet professionnel.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Pôle Emploi, Département des Yvelines, Associations d'insertion ACR/Equalis et Mode d'emploi, Inserxo.

MONTANT ANNUEL
750 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
800

FINANCEUR
ActivitY'

D

ISPENSER UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ ET PERSONNALISÉ VERS L'EMPLOI



92

Action 2 :

Accompagner l'élaboration d'un projet professionnel

CONTEXTE ET ENJEUX

La demande de recrutement des entreprises porte sur des métiers dont la diversité, la réalité et les besoins en compétences sont méconnus du public en insertion. ActivitY' propose un accompagnement pour l'élaboration du projet professionnel, associant immersions en entreprise et travail sur le savoir-être et la confiance en soi.

ACTIONS

Organiser des sessions de découverte des métiers, d'identification des compétences et de définition un projet professionnel

Valider le projet par un stage en entreprise ou sur les plateaux techniques du GRETA

Elaborer un plan d'action, préparer l'accès en formation, entraîner à la recherche d'emploi

Suivre pendant 3 mois après la sortie de l'action en cas de recherche de formation

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Valider un projet professionnel tenant compte de la situation personnelle, des aptitudes et du marché du travail et avoir engagé ses démarches

Avoir acquis les savoir-faire et savoir-être nécessaires pour l'accès à l'emploi

Etre admis en formation qualifiante ou entré en emploi durable 6 mois après l'action

INDICATEURS

Nombre de candidats accompagnés

Taux d'entrée en formation ou en emploi

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En milieu de parcours d'insertion.

Cet accompagnement est précédé de diagnostic pour la mise en œuvre d'un projet professionnel et se combine avec les actions pré-qualification et français langue étrangère, découverte des métiers, formation aux métiers dans les filières qui recrutent, parcours d'insertion par l'activité économique, garde d'enfant et ateliers numériques.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

FAIRE (Nanterre, 92) ; Animation 94/ Cefip (Gennevilliers, 92) ; ACIFE (Châtillon, 92)

MONTANT ANNUEL
150 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
80

FINANCEUR
ActivitY'

D

ISPENSER UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ ET PERSONNALISÉ VERS L'EMPLOI

78/92

Action 3 :

Accompagner le retour à l'emploi avec un « Accompagnement global » Département/Pôle emploi

CONTEXTE ET ENJEUX

L'insertion professionnelle et sociale des personnes les plus fragilisées, notamment des jeunes, constitue pour Pôle emploi et les Conseils départementaux une priorité partagée qui nécessite de mieux articuler leurs interventions respectives sur le champ de l'emploi et du social. L'accompagnement global a pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi des personnes confrontées à des difficultés sociales et professionnelles, qu'ils soient ou non allocataires du RSA, par la prise en charge simultanée et coordonnée de leurs besoins, tant sur le volet social que professionnel.

ACTIONS

Proposer un diagnostic partagé

Assurer un accompagnement individualisé et intensif de 6 à 12 mois

Assurer un suivi coordonné des actions entre professionnels de Pôle Emploi et du CD qui permettent de reprendre une activité professionnelle

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Lever l'ensemble des obstacles sociaux ou professionnels qui obèrent le retour en emploi des candidats.

INDICATEURS

Nombre de candidats accompagnés

Taux de retour à l'emploi durable ou d'entrée en formation qualifiante

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En début de parcours dès lors qu'un retour à l'emploi est envisagé.

A combiner avec l'ensemble des modules d'insertion (mobilité, garde d'enfants, remise à niveau numérique) et de formation. Suite de parcours en Parcours emploi compétences (PEC), sur les clauses sociales ou en job dating et via les recrutements de l'équipe entreprise peut être possible.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

ActivitY', Pôle Emploi (78 et 92), Département des Yvelines et des Hauts-de-Seine, mission locale, École de la deuxième chance.

MONTANT ANNUEL
321 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
4 900

FINANCEURS

ActivitY', Département Yvelines et Département des Hauts-de-Seine, Pôle emploi, Fonds social européen, Etat.

D

ISPENSER UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ ET PERSONNALISÉ VERS L'EMPLOI

78

Action 4 :

Accompagnement socio-professionnel de la Caisse d'allocations familiales

CONTEXTE ET ENJEUX

12% des allocataires du RSA Yvelinois sont des familles isolées avec enfants*. Pour ces familles, les contraintes familiales, notamment la garde d'enfants, figurent parmi les premiers freins à la reprise d'un emploi. La complexité et la spécificité des difficultés rencontrées par ces publics a conduit ActivitY' à développer un accompagnement dédié via un partenariat à la Caisse d'allocations familiales des Yvelines.

ACTIONS

Développer un accompagnement de 12 mois visant à mobiliser le bénéficiaire vers une dynamique d'insertion professionnelle

Travailler l'ensemble des aspects liés à la situation familiale et qui bloquent le retour en emploi

Développer les compétences des candidats par de la formation

Mobiliser les ressources et les leviers en vue d'une reprise d'activité durable

MESURE DE L'EFFICACITÉ

Permettre aux familles monoparentales de s'inscrire dans une dynamique d'activité professionnelle avec montée en compétence, développement de l'employabilité et recherche d'emploi.

INDICATEURS

Nombre de personnes accompagnées

Taux de retour en emploi ou en formation

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En début de parcours et dès lors qu'intervient le RSA majoré.

A combiner avec l'ensemble des modules d'insertion (mobilité, garde d'enfants, remise à niveau numérique) et de formation. Une suite de parcours en Parcours emploi compétences (PEC), sur les clauses sociales ou en job dating et via les recrutements de l'équipe entreprise peut être possible.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Caisse d'allocations familiales des Yvelines (CAFY)

MONTANT ANNUEL
192 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
765

FINANCEUR
ActivitY'



ISPENSER UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ ET PERSONNALISÉ VERS L'EMPLOI



Action 5 :

Accompagner les entrepreneurs vers une sortie du RSA

CONTEXTE ET ENJEUX

Pour 24% des entrepreneurs, la création de leur propre entreprise est une façon autonome de trouver un emploi*. L'étude de la viabilité du projet, l'acquisition d'une culture économique et la capacité du porteur de projet à s'inscrire dans une logique de rentabilité sont les pré-requis nécessaires à l'entrepreneuriat. ActivitY' propose en ce sens une aide au développement de l'activité

ACTIONS

Diagnostiquer la viabilité de l'entreprise.

Accompagner le développement de l'entreprise et les compétences entrepreneuriales du bénéficiaire.

Accompagner la fermeture d'une activité non-viable et capitaliser les compétences transférables vers un emploi salarié.

RÉSULTATS ATTENDUS

Générer du revenu avec l'entreprise et sortir du RSA

Faire le deuil de projets non-viables et être orientés vers des emplois salariés.

INDICATEURS

Nombre de porteurs de projet accompagnés

Taux de sortie du RSA

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En début ou milieu de parcours d'insertion.

A combiner avec le diagnostic pour un projet professionnel, la formation découverte des métiers, l'accompagnement dans l'élaboration du projet professionnel.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

APSIE, BGE, Positive planet, ADIE, mission locale.

MONTANT ANNUEL

669 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

900

FINANCEUR

ActivitY'

* Source Direccte 2017



SOMMAIRE

Développer l'emploi de transition

- Action 1 : Parcours en structures d'insertion par l'activité économique
- Action 2 : Parcours Emploi Compétences dans une collectivité ou une association
- Action 3 : Contrats en entreprise via les clauses d'insertion dans les marchés et l'achat responsable

D

ÉVELOPPER L'EMPLOI DE TRANSITION

ENJEUX

Pour la plupart des recruteurs, l'expérience est le facteur le plus déterminant pour l'embauche. Un candidat ayant expérimenté un métier similaire à celui proposé dans une offre à deux fois plus de chances d'être retenu. Pour répondre à cette exigence, ActivitY' a basé sa stratégie de remise en activité sur des parcours qui associent mise en expérience, montée en compétence et définition du projet professionnel. Ces emplois de transition tels les Parcours emploi compétences, les embauches via les clauses sociales dans les marchés et les contrats en structure d'insertion par l'activité économique doivent être un tremplin vers les contrats de droit commun.

OBJECTIFS

- Remettre les candidats en emploi en 12 mois
- Accroître le taux de conversion en contrat de droit commun ;

PERSPECTIVES

Développer les relations avec les entreprises par filière de façon à organiser le rebond en emploi à l'issue des emplois de transition.

Action 1 :

Parcours en structures d'insertion par l'activité économique

CONTEXTE ET ENJEUX

L'insertion par l'activité économique (IAE) est un dispositif qui a permis, en 2019, à 1 300 Yvelinois et Altoséquanais éloignés de l'emploi d'être accompagnés, formés et de reprendre progressivement une activité professionnelle. ActivitY' structure et développe les parcours d'insertion au sein des chantiers, associations et entreprises d'insertion par l'activité économique afin de faciliter le rebond en emploi des salariés à l'issue de leur contrat.

ACTIONS

Financer l'accompagnement des salariés en insertion pendant 12 à 18 mois.

Contribuer à la professionnalisation du secteur afin de répondre aux besoins des entreprises et des particuliers.

Dynamiser les parcours d'insertion par filière (espaces verts, restauration, tri et recyclage des déchets).

Développer les compétences professionnelles et l'employabilité des salariés.

RÉSULTATS ATTENDUS

Permettre aux salariés en insertion d'obtenir un contrat de travail, de lever les freins à l'emploi, de se former, de définir un projet professionnel.
Disposer d'un maillage territorial de structures d'insertion par l'activité économique en mesure de répondre aux besoins des entreprises en matière de RSE (achats et recrutements responsables).

INDICATEURS

Nombre de salariés en insertion

Taux de retour en emploi

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En début ou milieu de parcours d'insertion

A combiner avec l'ensemble des modules de formation ou de préparation à l'emploi (mobilité, linguistique, numérique, garde d'enfant, communication professionnelle, diagnostic pour le levée des freins...) , avec l'action du club Busin'ESS, avec les job dating et les campagnes de recrutement de l'équipe entreprise.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Structures de l'IAE : entreprises d'insertion (EI), associations intermédiaires (AI), entreprises de travail temporaires d'insertion (ETTI) ou ateliers et chantiers d'insertion (ACI).

MONTANT ANNUEL

2,3 millions €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

1 432

FINANCEURS

ActivitY', Etat-DIRECCTE

Action 2 :

Parcours Emploi Compétences dans une collectivité ou une association

CONTEXTE ET ENJEUX

Les contrats en Parcours emploi compétences sont une passerelle vers un emploi classique et durable en particulier lorsque la mise en expérience professionnelle est associée à un accompagnement et à de la formation dans des secteurs qui recrutent (espaces verts, restauration, numérique, accueil et sécurité).

ActivitY' soutient cette dynamique de montée en compétence articulée aux besoins des entreprises dans les Yvelines.

ACTIONS

Convention annuelle d'objectifs et de moyens entre le Département et l'Etat pour engager de 500 bénéficiaires du RSA en parcours emploi compétences.

Développer les compétences et la qualification des salariés.

Répondre aux besoins de main d'œuvre identifiés sur le territoire.

RÉSULTATS ATTENDUS

500 bénéficiaires du RSA en Parcours emploi compétences par an.

Construire un vivier de main d'œuvre disponible dans les secteurs qui recrutent

INDICATEUR

Taux de retour en emploi ou en formation qualifiante à l'issue du contrat PEC.

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En début de parcours.

A combiner avec l'ensemble des modules d'insertion de préparation à l'emploi et de formation (mobilité, garde d'enfant, numérique, linguistique, métiers de la restauration, des espaces verts), avec les job dating et les campagnes de recrutement de l'équipe entreprises.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Département des Yvelines, Préfecture des Yvelines, Pôle Emploi, collectivités et associations.

MONTANT ANNUEL

2 millions € (salaires des Parcours emploi compétences compris)

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

500

FINANCEURS

Département des Yvelines, Etat-DIRECCTE

Action 3 :

Contrats en entreprise via les clauses d'insertion dans les marchés et l'achat responsable

CONTEXTE ET ENJEUX

Depuis 2016 dans les Yvelines, plus de 2 500 des candidats ont été engagés par des entreprises via les clauses sociales dans les marchés et 70% d'entre eux sont en emploi six mois après leur premier contrat. Le développement et la structuration des clauses d'insertion dans les marchés associés à des actions de formations ouvrent des perspectives importantes d'accès à l'emploi durable pour les publics en insertion.

ACTIONS

Apporter une assistance technique aux donneurs d'ordre et aux entreprises titulaires des marchés pour la mise en œuvre de la clause d'insertion

Placer des candidats en contrat et suivre leur parcours avec le réseau territorial de facilitateurs de clause d'insertion ActivitY'.

Dynamiser les actions de formation et la montée en compétences.

RÉSULTATS ATTENDUS

Répondre aux besoins de main d'œuvre des entreprises titulaires de marchés.

Former et qualifier les candidats pour favoriser leur maintien ou leur rebond en emploi.

Développer les pratiques d'achat responsable des entreprises et des collectivités.

INDICATEURS

Nombre de candidats recrutés sur la clause
Taux de retour en emploi
Nombre de marchés publics départementaux intégrant une clause d'insertion

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

Début de parcours.

A combiner avec l'ensemble des modules d'insertion et de formation en particulier les sessions de pré-qualification dans les métiers du BTP avec remise à niveau linguistique et avec l'action du club Busin'ESS.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Collectivités territoriales, entreprises donneuses d'ordre ou attributaires, fédérations professionnelles, structures de l'emploi, de l'insertion par l'activité économique, centres de formation.

MONTANT ANNUEL

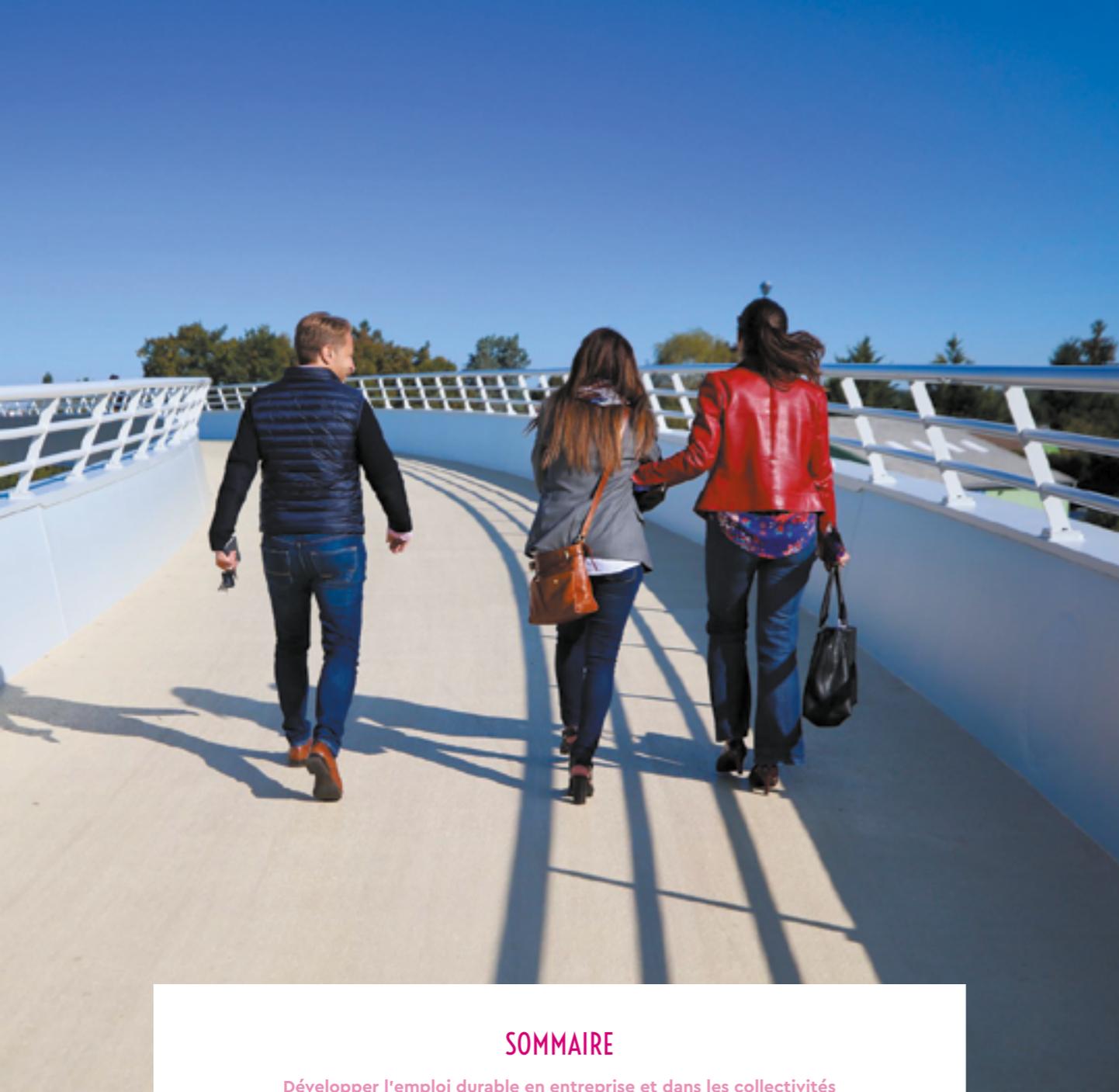
4,78 000 € (rémunération des facilitateurs de clauses d'insertion)

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

840

FINANCEUR

ActivitY', Fonds social européen



SOMMAIRE

Développer l'emploi durable en entreprise et dans les collectivités

- Action 1 : Appuyer les recrutements en entreprise avec l'équipe entreprises ActivityY'
Action 2 : Construire et accompagner les partenariats entreprises/collectivités territoriales et acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) avec le club Busin'ESS

D

ÉVELOPPER L'EMPLOI DURABLE EN ENTREPRISE ET DANS LES COLLECTIVITÉS

ENJEUX

Le tissu ouest francilien est constitué à 99% de TPE et de PME, lesquelles sont soumises à des difficultés liées à la tension de main d'œuvre et au développement de leur activité. Pour ces entreprises, adopter une stratégie de recrutements ou d'achats socialement responsable représente un véritable potentiel de développement. Pour répondre à leur besoin, ActivityY' a développé un ensemble de services aux entreprises au premier rang desquels figure un service externalisé de conseil en recrutement (Recrutement process outsourcing) et un club des entreprises de l'économie sociale et solidaire Busin'ESS. Le premier accompagne le recrutement de candidats à l'issue de parcours d'insertion. Le second instaure une dynamique nouvelle de partenariat entre les entreprises et les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans le but de développer les achats responsables et les activités à impact social et environnemental.

OBJECTIFS

- 100% d'embauche en entreprise des candidats issus de parcours d'insertion
- Accroître la capacité des TPE, PME et entreprises de l'économie sociale et solidaire à remporter des marchés

PERSPECTIVES

Ouvrir le club Busin'ESS à l'ensemble des entreprises yvelinoises désireuses de se mobiliser en faveur de l'inclusion par l'emploi.

D

ÉVELOPPER L'EMPLOI DURABLE EN ENTREPRISE ET DANS LES COLLECTIVITÉS



Action 1 :

Appuyer les recrutements en entreprise avec l'équipe entreprises ActivitY'

CONTEXTE ET ENJEUX

Pour faciliter la rencontre de l'offre et de la demande d'emploi et développer l'attractivité des filières en tension à l'origine des difficultés de recrutement, ActivitY' a mis en place une équipe entreprise d'appui et conseil auprès des entreprises. Son objectif est double: accélérer la remise en activité des publics en insertion et accompagner les entreprises dans leurs démarches d'embauche. Pour les jeunes, cette démarche est effectuée avec le club Face.

ACTIONS

Prospecter et conseiller les TPE/PME des secteurs en tension (aide à la personne, commerce, espaces verts, transport, hôtellerie...).

Placer les candidats en emplois pérennes.

Assurer un accompagnement dans l'emploi pendant 6 mois après la prise de poste.

RÉSULTATS ATTENDUS

Accroître le nombre de PME et TPE accompagnées dans leur démarche de recherche de main d'oeuvre

Accompagner les bénéficiaires du RSA dans leur démarche pour candidater

Faciliter la période d'intégration en entreprise

INDICATEURS

Nombre de placements de candidats en emploi
Nombre d'entreprises ayant recruté

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

En fin de parcours d'insertion

A combiner avec l'ensemble des parcours (accompagnement global, accompagnement de la Caisse d'allocations familiales, Espaces Professionnels d'Insertion, Parcours emploi compétences), avec les modules d'insertion et de formation (mode de garde, mobilité, numérique) et avec le club Busin'ESS.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Pôle emploi, Caisse d'allocations familiales, Espaces Professionnels d'Insertion, collectivités territoriales, entreprises et fédérations d'entreprises, opérateurs de compétences, club Face.

MONTANT ANNUEL
172 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
950

FINANCEUR
ActivitY'

D

ÉVELOPPER L'EMPLOI DURABLE EN ENTREPRISE ET DANS LES COLLECTIVITÉS

78

Action 2 :

Construire et accompagner les partenariats entreprises/collectivités territoriales et acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) avec le club Busin'ESS

CONTEXTE ET ENJEUX

Créé en 2017 à l'initiative d'ActivitY', du Département, de la Direccte et de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS), le club Busin'ESS fédère 100 membres engagés dans une démarche de responsabilité sociale et environnementale. Son objectif est de développer les achats et les recrutements à impact sociétal dans les entreprises classiques et de soutenir la création d'emplois non-délocalisables.

ACTIONS

Développer un réseau d'acteurs économiques à impact social avec le label des entreprises engagées pour l'insertion.

Appuyer la création de partenariats d'affaire entre le tissu économique classique et les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Accompagner les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans le développement d'une offre de services aux entreprises et aux particuliers structurée, lisible et compétitive.

RÉSULTATS ATTENDUS

Développer les emplois ouverts aux personnes en insertion.

Développer la démarche de responsabilité sociale des entreprises.

INDICATEURS

Nombre d'entreprises adhérentes au club Busin'ESS
Nombre de partenariats d'affaire engagés
Nombre d'emplois ouverts à des publics en insertion générés

RECOMMANDATION DE PRESCRIPTION DANS LE CADRE DU PARCOURS PROFESSIONNEL

Milieu et fin de parcours d'insertion

A combiner avec les parcours en structures d'insertion par l'activité économique, les clauses d'insertion, les campagnes de recrutement de l'équipe entreprises, les job dating.

EXEMPLE(S) DE PARTENAIRE(S) (non exhaustif)

Acteurs de l'économie sociale et solidaire dont les structures d'insertion par l'activité économique, entreprises et territoires à impact sociétal, Pôle territoriaux de coopération économique, DIRECCTE, Région, Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire.

MONTANT ANNUEL
30 000 €

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
80 structures accompagnées

FINANCEUR
ActivitY'

C.4 LA MESURE D'IMPACT ET LES OUTILS D'ÉVALUATION DES RÉSULTATS

Agile et évolutif, le Programme départemental d'insertion fonde la légitimité de ses actions sur la mesure des résultats obtenus.

En partenariat avec les services d'évaluation de ses partenaires pilotes des politiques de l'emploi et de la solidarité – les Départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine, Pôle emploi et la Caisse d'allocations familiales des Yvelines –, ActivityY' a mis en place une méthode d'évaluation régulière basé sur trois indicateurs de performance :

LES INDICATEURS QUANTITATIFS SUR LE VOLUME ET LA DURÉE DES PARCOURS D'INSERTION :

- Taux de bénéficiaires des actions du Programme départemental d'insertion remis en activité – emploi, emploi de transition, formation qualifiante –
- Taux de retour en emploi annuel des bénéficiaires du RSA qui ont participé à une action du Programme départemental d'insertion comparé au taux de retour en emploi annuel des bénéficiaires du RSA sans le Programme départemental d'insertion
- Evolution de la durée des parcours d'insertion professionnelle

LES INDICATEURS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS SUR LA QUALIFICATION ET LA SATISFACTION DES EMPLOYEURS

- Volume de candidats formés aux métiers des filières en tension
- Taux de candidats ayant repris une activité professionnelle et toujours en emploi 12 mois après
- Mesure de satisfaction des entreprises sur un panel représentatif : le candidat est-il formé et préparé au poste ? L'entreprise a-t-elle embauché en CDD renouvelable, en CDI ?

LES INDICATEURS QUALITATIFS SUR L'APPROPRIATION DE L'OFFRE DE SERVICE ACTIVITY' ET SUR SON ADAPTATION AUX BESOIN DES PARTENAIRES (ENTREPRISES, ASSOCIATIONS ET ACTEURS PUBLICS)

- Mesure de la satisfaction des partenaires sur un panel représentatif : l'offre du PDI est-elle lisible, adaptée au profil des candidats, aisée à utiliser
- Mesure de l'incubation et de l'innovation sur un panel représentatif : l'offre du PDI a-t-elle modifié la méthode d'insertion ou de recrutement des partenaires ? A-t-elle engagé des innovations ?

ActivitY' est un **Groupe d'intérêt public** qui fédère le Département des Yvelines, le Département des Hauts-de-Seine, la Préfecture des Yvelines, Pôle emploi, la Caisse d'allocations familiales des Yvelines, la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, Saint-Quentin-en-Yvelines et la Fédération régionale des travaux publics Ile-de-France.

L'OBJECTIF DE CES PARTENAIRES :

se mobiliser ensemble pour que les personnes éloignées de l'emploi retrouvent une activité professionnelle.

Pour tout renseignement :

activity78@yvelines.fr

<https://www.yvelines.fr/economie-et-emploi/insertion/activity/>

Pour s'inscrire à la newsletter :



Yvelines
Le Département

